



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 42 du 15 octobre 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 18 octobre 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....1006

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....1056

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES1056

Bureau des procédures environnementales.....1056

Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Dossier n° 2008/3358.....1056

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant abrogation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2008/3392.....1056

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2008/3447.....1056

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE – Dossier n° 2008/3560.....1057

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à BACCARAT – Dossier n° 2008/3615.....1057

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LANDRES – Dossier n° 2008/3621.....1057

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LONGWY – Dossier n° 2008/3626.....1057

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LONGWY – Dossier n° 2008/3627.....1058

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2008/3635.....1058

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON – Dossier n° 2008/3642.....1058

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à REHON – Dossier n° 2008/3643.....1059

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY – Dossier n° 2008/3650.....1059

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à AUBOUÉ – Dossier n° 2008/3652.....1059

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à AUDUN-LE-ROMAN – Dossier n° 2008/3653.....1059

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON – Dossier n° 2008/3654.....1060

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2008/3655.....1060

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à JARNY – Dossier n° 2008/3658.....1061

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à JOEUF – Dossier n° 2008/3659.....1061

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à SAINT-NICOLAS-DE-PORT – Dossier n° 2008/3696.....1061

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON – Dossier n° 2008/3969.....1062

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2008/4220.....1062

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2008/4482.....1062

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2008/4483.....1063

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2008/4510.....1063

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0046.....1063

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0055.....1064

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LANTEFONTAINE – Dossier n° 2010/0408.....1064

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE-LA-MALGRANGE – Dossier n° 2010/0409.....1065

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BACCARAT – Dossier n° 2010/0410.....1066

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE-SUR-MEURTHE – Dossier n° 2010/0411.....1066

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT – Dossier n° 2010/0412.....1067

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0414.....1068

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0415.....1068

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0416.....1069

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à LAY-SAINT-CHRISTOPHE – Dossier n° 2010/0417.....1069

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MEXY – Dossier n° 2010/0419.....1070

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0421.....1071

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOMBLAINE – Dossier n° 2010/0422.....1071

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0423.....1072

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0424.....1072

Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0425.....1073

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BOUXIERES-AUX-DAMES – Dossier n° 2010/0426.....1074

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0427.....1074

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0428.....1075

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MAXEVILLE – Dossier n° 2010/0429.....1076

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VILLECEY-SUR-MAD – Dossier n° 2010/0430.....1076

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0434.....1077

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOUL – Dossier n° 2010/0435.....1077

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD – Dossier n° 2010/0436.....1078

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0437.....1079

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0438.....1079

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0439.....1080

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD – Dossier n° 2010/0441.....1080

Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0442.....1081

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0443.....1081

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0444.....1082

Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0445.....1083

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance sur la commune de TOUL – Dossier n° 2010/0446.....1083

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BLAINVILLE-SUR-L'EAU – Dossier n° 2010/0447.....1084

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0448.....1085

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0450.....1085

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOUL – Dossier n° 2010/0451.....1086

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD – Dossier n° 2010/0452.....1087

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUDRES – Dossier n° 2010/0453.....1087

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOUL – Dossier n° 2010/0454.....1088

Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0455.....1088

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2010/0456.....1089

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2010/0457.....1090

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2010/0458.....1090

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0462.....1091

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2010/0463.....1092

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MEXY – Dossier n° 2010/0465.....1092

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MEXY – Dossier n° 2010/0466.....1093

Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0467.....1093

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LONGWY – Dossier n° 2010/0468.....1094

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à SAINT-MAX – Dossier n° 2010/0477.....1095

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0483.....1095

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à REHON – Dossier n° 2010/0487.....1096

Bureau des étrangers.....1096

Extrait de l'arrêté du 6 octobre 2010 portant modification de la commission d'expulsion des étrangers.....1096

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	1097
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1097
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2010 autorisant le retrait de VIEVILLE-EN-HAYE du syndicat intercommunal d'électrification du secteur de Pont-à-Mousson (SIESPAM).....	1097
Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 autorisant la création de la communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron	1097
Bureau des procédures environnementales.....	1100
Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de LUDRES	1100
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2010 portant déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la station d'interconnexion de CERVILLE en vue de l'établissement des servitudes	1101
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2010 autorisant la construction et l'exploitation de la station d'interconnexion de CERVILLE.....	1101
Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant déclaration d'utilité publique l'acquisition par voie d'expropriation du chemin privé pour permettre l'accès aux réservoirs d'eau du bois de BENAMONT par le syndicat intercommunal des eaux de BENAMONT	1102
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1103
Bureau des procédures environnementales - Service environnement, eau, biodiversité.....	1103
Extrait de l'arrêté n° 54-2009-00152 du 4 octobre 2010 portant autorisation au titre de l'article L.214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement concernant le programme de restauration de la BOUVADE et de ses affluents DIG et autorisation communes de BAGNEUX, BARISEY-AU-PLAIN, BARISEY-LA-COTE, BICQUELEY, CREZILLES et MOUTROT	1103
Extrait de l'arrêté n° 24-2010-00038 du 11 octobre 2010 portant autorisation au titre de l'article L 214-3, déclaration d'intérêt général au titre de l'article L 211-7 et retrait du droit d'eau au titre de l'article L 214-4 du code de l'environnement concernant le programme d'aménagement du seuil du moulin d'HATRIZE sur L'ORNE - Commune de HATRIZE	1105
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1108
Bureau de l'interministérialité	1108
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ	1108
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ	1109
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ	1109
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ	1109
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ	1109
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ	1109
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ	1110
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ	1110
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle	1110
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le ministère de la justice	1110
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et la direction du CETE de l'EST-laboratoire régional des ponts et chaussées de NANCY	1111
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et la direction régionale de Lorraine INSEE	1111
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le ministère de la justice	1111
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le ministère de la justice	1111
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le ministère de la justice	1111
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le ministère de la justice	1112
Arrêté n° 10.BI.41 du 14 octobre 2010 accordant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est	1112
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1113
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	1113
Division d'exploitation de Metz.....	1113
Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-092 en date du 1er octobre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'élargissement et de remplacement de câbles sur la RN 52, PR 22+600 au 20+000 deux sens, PR 14+480 au 10+800 et PR 7+800 au 11+300.....	1113
Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-095 en date du 1er octobre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de joints de chaussée sur l'ouvrage d'Art A330-110 sur A330 au PR 5,138	1114
Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-099 en date du 8 octobre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche d'enrobés sur la RN 4 du PR 8+00 au PR 10+000	1115
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1116
Service produits de la santé et biologie.....	1116
Extrait de l'arrêté N°2010-246 du 13 septembre 2010 autorisant l'ouverture d'une deuxième pharmacie à usage intérieur pour le compte d'Alpha Santé sur le site de MONT-SAINT-MARTIN suite à la fermeture de la pharmacie à usage intérieur A.H.B.L. de MONT-SAINT-MARTIN.....	1116
Extrait de l'arrêté N° 2010-289 du 4 octobre 2010 portant prolongation du délai d'ouverture d'une officine de pharmacie après autorisation de transfert – Licence N° 57#00502	1117
Extrait de l'arrêté N° 2010-286 du 1 ^{er} octobre 2010 portant rejet d'une demande de licence pour le transfert d'une officine de pharmacie à HAMBACH	1117
RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ	1118
Service des affaires juridiques et contentieuses.....	1118
Arrêté du 7 octobre 2010 de délégation rectorale de signature à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle.....	1118
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1119
Service agriculture, forêt, chasse.....	1119
Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles	1119
Service environnement, eau, biodiversité.....	1119
Arrêté DDT/EEB/ASS-54-2010-0002 du 13 octobre 2010 mettant en demeure la commune de PULLIGNY de respecter les échéances de son programme de travaux pour la mise en conformité de l'assainissement de l'agglomération de PULLIGNY.....	1119
Service transports, sécurité.....	1120
Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/026 du 11 octobre 2010 - Additif à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2007 portant réglementation de la police de la circulation routière sur l'autoroute A4 dans le département de Meurthe-et-Moselle - Aménagement des voies «télépéage» sans arrêt à la barrière de péage pleine voie de Beaumont au PR 294+917 de l'autoroute A4.....	1120
Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/027 du 24 septembre 2010 relatif au transport des bois ronds dans le département de Meurthe-et-Moselle	1120
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1124
Délégation de signature du responsable du Service des Impôts des Particuliers en date du 9 septembre 2010 aux agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement.....	1124
OFFICE NATIONAL DES FORETS	1125
Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 interdisant temporairement la circulation sur une route du Domaine privé de l'Etat.....	1125
Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 interdisant temporairement la circulation sur une route du Domaine privé de l'Etat.....	1125

AVIS ET COMMUNICATIONS	1125
AUTRES SERVICES	1125
CARREFOUR ACCOMPAGNEMENT PUBLIC SOCIAL	1125
Bureau des ressources humaines	1125
Avis de recrutement sans concours du 7 octobre 2010	1125
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	1125
Avis de recrutement sans concours de six adjoints administratifs de 2° classe du 4 octobre 2010	1125
Avis de recrutement sans concours de deux agents d'entretien qualifiés du 4 octobre 2010	1126
Avis de concours externe sur titres pour le recrutement de deux ouvriers professionnels qualifiés (deux postes : cuisines) du 4 octobre 2010	1126
Avis de recrutement sans concours de trois agents des services hospitaliers qualifiés du 5 octobre 2010	1126

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des procédures environnementales***Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Dossier n° 2008/3358**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – le chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3358**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 11 mai 2004 modifié le 30 mars 2010 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- l'identité du déclarant
- les informations générales et finalités du système de vidéosurveillance
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- le traitement des images
- la sécurité et la confidentialité
- les modalités d'information du public
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 11 mai 2004 modifié le 30 mars 2010 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL 5 rue André Marie Ampère 57070 METZ. ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 23 septembre 2010

Pour le préfet,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant abrogation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2008/3392

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – L'arrêté préfectoral 14 octobre 2002 susvisé est abrogé.

Article 2 – Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Il pourra faire l'objet d'un recours devant le dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 3 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur administratif de la Banque BCP – 14 avenue Franklin ROOSEVELT 75008 PARIS et dont copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2008/3447

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Le chargé de sécurité du CIC EST est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3447**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 février 2005 modifié le 10 mars 2010 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- La finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du public
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CIC EST 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE – Dossier n° 2008/3560

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Denis FRANIATTE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3560**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 11 janvier 2001 susvisé.

Article 2 – La modification portent sur le mode d'enregistrement (passage en mode numérique).

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié M. Denis FRANIATTE ZAC de Chanteheux 54300 LUNEVILLE ainsi qu'au Maire de la commune de LUNEVILLE et au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à BACCARAT – Dossier n° 2008/3615

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Le chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3615**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 modifié par arrêté du 8 février 2010 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- La finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du publication
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL 5 rue André Marie Ampère 57070 METZ ainsi qu'au Maire de la commune de BACCARAT et au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LANDRES – Dossier n° 2008/3621

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Le chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3621**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 modifié le 9 février 2010 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- La finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du publication
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL 5 rue André Marie Ampère 57070 METZ ainsi qu'au Maire de la commune de LANDRES et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LONGWY – Dossier n° 2008/3626

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Le chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3626**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- La finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du publication
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL 5 André Marie AMPERE 57070 METZ ainsi qu'au Maire de la commune de LONGWY et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LONGWY – Dossier n° 2008/3627

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – le chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3627**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 modifié le 9 juin 2006 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- La finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du publication
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de mission du CREDIT MUTUEL 5 rue André Marie AMPERE – 57070 METZ ainsi qu'au Maire de la commune de LONGWY et au sous-préfet de Briey.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2008/3635

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Le chargé de sécurité de la CAISSE DE CREDIT MUTUEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3635**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 modifié le 8 février 2010 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- La finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du publication
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE DE CREDIT MUTUEL 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON – Dossier n° 2008/3642

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Le chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3642**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 modifié le 30 mars 2010 ;

Article 2 – La modification porte sur le nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL 5 rue André Marie Ampère 57070 METZ. ainsi qu'au Maire de la commune de PONT-à-MOUSSON.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à REHON – Dossier n° 2008/3643

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Le chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3643**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 modifié le 30 mars 2010 susvisé.

Article 2 – La modification porte sur le nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL 5 rue André Marie Ampère 57070 METZ. ainsi qu'au Maire de la commune de REHON et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY – Dossier n° 2008/3650

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Le chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3650**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 modifié le 30 mars 2010 susvisé.

Article 2 – La modification porte sur le nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CREDIT MUTUEL 5 rue André Marie Ampère 57070 METZ. ainsi qu'au Maire de la commune de VILLERS-les-NANCY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à AUBOUÉ – Dossier n° 2008/3652

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3652**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE, 2, rue Royale - 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de AUBOUÉ et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à AUDUN-LE-ROMAN – Dossier n° 2008/3653

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3653**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2, rue Royale – 57012 METZ, au Maire de la commune d'AUDUN LE ROMAN et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON – Dossier n° 2008/3654

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3654**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE – 2, rue Royale – 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de BLENOD-les-PONT-à-MOUSSON.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2008/3655

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3655**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE, 2, rue Royale - 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de BRIEY et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à JARNY – Dossier n° 2008/3658

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3658**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE, 2, rue Royale - 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de JARNY et au sous-préfet de BRIEY.

Pour le préfet,

La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à JOEUF – Dossier n° 2008/3659

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3659**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE, 2, rue Royale - 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de JOEUF et au sous-préfet de BRIEY.

Pour le préfet,

La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à SAINT-NICOLAS-DE-PORT – Dossier n° 2008/3696

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 28 juin 1999, au chargé de sécurité est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3696**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au chargé de sécurité de la CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE, 2, rue Royale - 57012 METZ et dont copie sera transmise au Maire de la commune de SAINT-NICOLAS-de-PORT.

Pour le préfet,

La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON – Dossier n° 2008/3969

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 août 2005, à M René MATHIOT est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3969**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur René MATHIOT et dont copie sera adressée au Maire de la commune de PONT-à-MOUSSON.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2008/4220

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 avril 2005, à M. Guy VATTIER est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4220**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – M. Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Guy VATTIER maire, place de l'hôtel de ville à BRIEY (54150) et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2008/4482

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 21 juillet 2008, à M. Guy VATTIER est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4482**.

Article 2 – Les dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Guy VATTIER, maire, place de l'hôtel de ville à BRIEY (54150) et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2008/4483

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 28 juillet 2004 modifié le 17 juillet 2008, à M Guy VATTIER est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4483**.

Article 2 – Les dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Guy VATTIER maire, place de l'hôtel de ville à BRIEY (54150) et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier n° 2008/4510

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 07 août 2007, à M. Guy VATTIER est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4510**.

Article 2 – Les dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Guy VATTIER maire, place de l'Hôtel de ville à BRIEY (54150) et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0046

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Monsieur Jean-Yves MONTINET est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0046**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Yves MONTINET.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Yves MONTINET, Centre Commercial Saint Sébastien 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0055

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Nourredine BOULEMNAKHER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0055**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Défense Nationale, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Nourredine BOULEMNAKHER, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Nourredine BOULEMNAKHER, 35 rue St Nicolas 54000 NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LANTEFONTAINE – Dossier n° 2010/0408

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er –Monsieur Michel ROLLAND est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0408**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Autres (surveillance contre le vol).Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Emmanuel ROLLAND, directeur.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Michel ROLLAND, 3/6 route de Briey 54150 LANTEFONTAINE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LANTEFONTAINE et au sous-préfet de Briey.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE-LA-MALGRANGE – Dossier n° 2010/0409

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er –Mme Myriam ROBER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0409**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Myriam ROBER.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Myriam ROBER, 68 rue de la République 54140 JARVILLE. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de JARVILLE.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BACCARAT – Dossier n° 2010/0410

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Monsieur Emmanuel SILOFRIZZO est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0410**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Autres (lutte contre les braquages). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Emmanuel SOLOFRIZZO.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Emmanuel SILOFRIZZO, ZIA de Gondreville Fontenoy 54840 GONDREVILLE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de BACCARAT et au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE-SUR-MEURTHE – Dossier n° 2010/0411

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Monsieur Emmanuel SOLOFRIZZO est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0411**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Autres (lutte contre les braquages). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Emmanuel SOLOFRIZZO.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Emmanuel SOLOFRIZZO, ZIA de Gondreville Fontenoy 54840 GONDREVILLE. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de DOMBASLE SUR MEURTHE.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT – Dossier n° 2010/0412

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Monsieur Jean-Luc CASIGLIO est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0412**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Luc CASIGLIO.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Luc CASIGLIO 25 rue des Métiers 57970 YUTZ. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de HOUEMONT.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0414

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Michel CHTIOUI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0414**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Michel CHTIOUI.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Michel CHTIOUI, 19 rue Stanislas 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0415

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Btissam KHAYAT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0415**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 avril 2005 susvisé.

Article 2 – La modification porte sur les caractéristiques du système (passage en mode numérique);

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à RELAY FRANCE SNC rue Deguingand 92689 LEVALLOIS PERRET. ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0416

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er – Monsieur Laurent COTINAUT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0416**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Laurent COTINAUT, directeur.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Laurent COTINAUT 141 rue Alfred KRUG 54000 NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à LAY-SAINT-CHRISTOPHE – Dossier n° 2010/0417

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er – La commission n'est pas compétente pour les deux caméras intérieures qui visent les ateliers, lieux pour lesquels il n'est pas démontré que le public y a accès.

Pour les autres caméras, Monsieur Eric FERY est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0417**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Eric FERY.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

 - M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Publiques

 - Direction des Libertés Publique et des Affaires Juridiques

 - Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative

 - 11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé, et qui sera notifié à la Société François PROVOST, représentée par M. Eric FERRY rue Professeur Montant - ZA du haut serroir 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MEXY – Dossier n° 2010/0419

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Monsieur Pierre FIZAIN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0419**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Protection des bâtiments publics. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le maire.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Pierre FIZAIN maire, rue Jules FERRY 54135 MEXY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0421

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Le chargé de sécurité du CM-CIC SERVICES est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0421**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du chargé de sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité de la banque CM-CIC SERVICES, 5 rue André Marie AMPERE – 57070 METZ CEDEX. et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOMBLAINE – Dossier n° 2010/0422

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Le chargé de sécurité du CM CIC SERVICES est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0422**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du chargé de sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Chargé de sécurité de la banque CM CIC SERVICES, 5 rue André Marie Ampère 57070 METZ. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de TOMBLAINE.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0423

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur David MONLUN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0423**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. David MONLUN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur David MONLUN, N°1 chemin D'ARNAUTON – ZI AUGUSTE 2 - 33610 CESTAS. et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0424

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0424**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du service administratif.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Viviane CHEVALIER, 21 rue de Saint-Lambert 54046 NANCY CEDEX et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0425

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Monsieur Stéphane HABLOT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0425**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès M. Stéphane HABLOT maire.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 14 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Stéphane HABLOT maire, 7 rue de Parme 54500 VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 23 septembre 2010

Pour le préfet,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BOUXIERES-AUX-DAMES – Dossier n° 2010/0426

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er –Monsieur Philippe MACE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0426**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Romain POLES.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 21 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Philippe MACE , 93 boulevard de la communication 53950 LOUVERNE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de BOUXIERES AUX DAMES.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0427

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er –Monsieur Philippe MACE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0427**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Philippe MACE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 21 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Philippe MACE, 93 boulevard de la communication 53950 LOUVERNE et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0428

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Le Chargé de sécurité du CM CIC SERVICES est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0428**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du chargé de sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Chargé de sécurité, CM CIC SERVICES 5 rue André Marie Ampère 57070 METZ et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MAXEVILLE – Dossier n° 2010/0429

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Sylvain RICHARD est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0429**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Sylvain RICHARD.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Sylvain RICHARD, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT 12 rue de SERRE 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de MAXEVILLE.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VILLECEY-SUR-MAD – Dossier n° 2010/0430

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur GRANDEMENGÉ Jérôme est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0430**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jérôme GRANDEMENGÉ.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur GRANDEMENGÉ Jérôme, Domaine de la Grange en Haye 54890 VILLECEY SUR MAD. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune et au sous-préfet de Briey

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0434

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Madame Christelle VALENTIN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0434**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Christelle VALENTIN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Christelle VALENTIN, 3 rue Crampel 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOUL – Dossier n° 2010/0435

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Bertrand DUFOURCQ est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0435**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Bertrand DUFOURCQ.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Bertrand DUFOURCQ, 12 place des Evêchés 54200 TOUL et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de TOUL et au sous-préfet de TOUL.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD – Dossier n° 2010/0436

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Monsieur Philippe BODSON est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0436**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès M. Philippe BODSON.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Philippe BODSON, 216/F6 rue de l'Yser (Garocentre) 7110 HOUDENG- GOEGNIES (Belgique) et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de FROUARD.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0437

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Eric BAUDELET est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0437**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 3 octobre 2007 susvisé.

Article 2 – Le modification porte sur le nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié M. Eric BAUDELET 238 avenue du général Leclerc 54000 NANCY. ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0438

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Patrick OUALLE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0438**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Patrick OUALLE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Patrick OUALLE, ZA La Porte Verte 54270 ESSEY LES NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune d'ESSEY LES NANCY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0439

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Christophe BAILLET est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0439**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes .Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Louis HERBETH.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Christophe BAILLET, 89 rue de l'hôtel de Ville 54390 FROUARD et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD – Dossier n° 2010/0441

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Christophe BAILLET est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0441**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes .Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Louis HERBETH.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Christophe BAILLET, 89 rue de l'Hôtel de Ville 54390 FROUARD et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de FROUARD.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0442

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Christophe BAILLET est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0442**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Christophe BAILLET, 89 rue de l'Hôtel de Ville 54390 FROUARD. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 septembre 2010

Pour le préfet,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0443

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Christophe BAILLET est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0443**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Louis HERBETH.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Christophe BAILLET, 89 rue de l'Hôtel de Ville 54390 FROUARD et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de ESSEY-les-NANCY.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0444

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Monsieur Christophe BAILLET est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0444**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Louis HERBETH.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Christophe BAILLET, 89 rue de l'Hôtel de Ville 54390 FROUARD et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Dossier n° 2010/0445

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Monsieur Christophe BAILLET est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0445**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Christophe BAILLET, 89 rue de l'Hôtel de Ville 54390 FROUARD, et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 septembre 2010

Pour le préfet,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance sur la commune de TOUL – Dossier n° 2010/0446

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Monsieur Arnaud MICHEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0446**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Arnaud MICHEL.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Arnaud MICHEL, 380 rue Marie Marvingt 54200 TOUL et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de TOUL et au sous-préfet de TOUL.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BLAINVILLE-SUR-L'EAU – Dossier n° 2010/0447

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er – Monsieur Jacques BOURGUIGNON est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0447**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jacques BOURGUIGNON.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jacques BOURGUIGNON, 14 rue des Ecoles 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU. et dont une copie sera transmise au sous-préfet de LUNEVILLE.
Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier n° 2010/0448

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Mohamed BOUIDGHAGHEN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0448**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Mohamed BOUIDGHAGHEN, 24 cours Léopold 54000 NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de NANCY

Nancy, le 5 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY – Dossier N° 2010/0450

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Madame Laurence TASSETTI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0450**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Laurence TASSETTI.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Laurence TASSETTI, bâtiment Héliodore, 54270 ESSEY LES NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune d'ESSEY-les-NANCY.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOUL – Dossier N° 2010/0451

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Madame Cristina ENACHE épouse QUINTUS est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0451**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Cristina épouse QUINTUS.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Cristina ENACHE épouse QUINTUS, 6 rue Gambetta 54200 TOUL et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de TOUL et au sous-préfet de TOUL.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD – Dossier N° 2010/0452

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Madame Céline RITTER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0452**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Céline RITTER.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Céline RITTER, 49 rue de Metz 54390 FROUARD et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de FROUARD.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUDRES – Dossier N° 2010/0453

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Nicolas REMY est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0453**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Nicolas REMY.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Nicolas REMY, centre commercial CHAUDEAU 54710 LUDRES et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LUDRES.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOUL – Dossier N° 2010/0454

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Le directeur du site est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0454**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur du site.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur du Courrier Lorraine 65 rue Pierre SEMARD BP 64017 54039 NANCY Cedex et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de TOUL et au sous-préfet de TOUL.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Dossier N° 2010/0455

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Jean Jacques HOMMEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0455**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès M. Jean-Jacques HOMMEL, pharmacien.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean Jacques HOMMEL, centre Montet Octroi 54000 VANDOEUVRE. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 septembre 2010

Pour le préfet,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier N° 2010/0456

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Monsieur Guy VATTIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0456**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Frédéric GALLAND, adjoint au directeur général des services.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Guy VATTIER, maire, place de l'hôtel de ville 54150 BRIEY et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier N° 2010/0457

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er – Monsieur Guy VATTIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0457**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Frédéric GALLAND, adjoint au directeur général des services.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Guy VATTIER, maire, place de l'hôtel de ville à BRIEY (54150) et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier N° 2010/0458

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er – Monsieur Guy VATTIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0458**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Frédéric GALLAND, adjoint au directeur général des services.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Guy VATTIER, maire, place de l'hôtel de ville à BRIEY (54150) et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY – Dossier N° 2010/0462

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Monsieur Mickaël BENIGNA est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0462**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Mickaël BENIGNA.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Mickaël BENIGNA, 4 bis avenue Président ROOSEVELT 54270 ESSEY LES NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune d'ESSEY-les-NANCY.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY – Dossier N° 2010/0463

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – les arrêtés préfectoraux susvisés sont abrogés.

Article 2 – Monsieur Guy VATTIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0463**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 3 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Frédéric GALLAND, adjoint au directeur général des services .

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 5 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 6 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 7 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 8 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 9 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 10 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 11 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Guy VATTIER, maire , 1 place de l'hôtel de Ville 54150 BRIEY et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MEXY – Dossier N° 2010/0465

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Pierre FIZAIN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0465**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Protection des bâtiments publics. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du maire.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Pierre FIZAINÉ maire, rue Jules FERRY 54135 MEXY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MEXY – Dossier N° 2010/0466

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Pierre FIZAINÉ est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0466**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Protection des bâtiments publics. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès :

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Pierre FIZAINÉ maire, rue Jules FERRY 54135 MEXY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Dossier N° 2010/0467

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Madame Marie-Véronique TAPIN épouse BOUSSEAU est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0467**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du référent sûreté.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Marie-Véronique TAPIN épouse BOUSSEAU, 65 rue Pierre SEMARD BP 64017 54039 NANCY CEDEX. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 septembre 2010

Pour le préfet,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LONGWY – Dossier N° 2010/0468

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Le directeur du site est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0468**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur du site.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur du Courrier Lorraine 65 rue Pierre SEMARD BP 64017 54039 NANCY Cedex et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LONGWY et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à SAINT-MAX – Dossier N° 2010/0477

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Le chargé de sécurité du CIC EST est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0477**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 modifié le 21 avril 2008 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- La finalité du système
- le nombre de caméras
- la durée de conservation des images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- les mesures adoptées pour la confidentialité et la sécurité
- les modalités d'information du public
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité du CIC EST 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ cedex ainsi qu'au Maire de la commune de SAINT-MAX.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY – Dossier N° 2010/0483

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Le Directeur Administratif de la BCP est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0483**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.
- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès M. Joao REIS.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le directeur administratif, 14 avenue Franklin ROOSEVELT 75008 PARIS et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 7 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 12 octobre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à REHON – Dossier N° 2010/0487

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er – Monsieur Jean-Claude GUILLAUME est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0487**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Claude GUILLAUME.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Claude GUILLAUME maire, 7 rue De Longwy 54430 REHON. et dont une copie sera transmise au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, 12 octobre 2010

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Bureau des étrangers

Extrait de l'arrêté du 6 octobre 2010 portant modification de la commission d'expulsion des étrangers

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er : l'article 2 de l'arrêté du 24 octobre 2008 est modifié de la manière suivante :

Article 2 : la commission départementale d'expulsion des étrangers visée à l'article L.522-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers est composée ainsi qu'il suit :

1) Président désigné par Madame la Présidente du tribunal de grande instance de Nancy : Monsieur Michel LE GUENNEC, vice-Président du tribunal de grande instance de Nancy.

2) membres:

a) membre désignée par l'Assemblée Générale du tribunal de grande instance de Nancy :

- Madame Christine LEFEVRE-GANAHL, vice-Présidente chargée de l'application des peines, en qualité d'assesseur;

b) membres désignés par le Président du tribunal administratif de Nancy :

- Monsieur Jean-Marc GUERIN-LEBACQ, conseiller au tribunal administratif de Nancy, titulaire,

- Monsieur Benoît BRIQUET, conseiller au tribunal administratif de Nancy, suppléant;

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de cet arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture, et dont copie sera remise à chaque membre de la commission.

Nancy, le 6 octobre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2010 autorisant le retrait de VIEVILLE-EN-HAYE du syndicat intercommunal d'électrification du secteur de Pont-à-Mousson (SIESPAM).**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-19 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

AR R E T E

Article 1er : Le retrait de la commune de Vièville-en-Haye du syndicat intercommunal d'électrification du secteur de Pont-à-Mousson (SIESPAM) est autorisé.

Article 2 : Les statuts du syndicat, actualisés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Madame la sous-préfète chargée de mission, le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal d'électrification du secteur de Pont-à-Mousson (SIESPAM) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy le 30 septembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté du 5 octobre 2010 autorisant la création de la communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'absence de délibération, dans le délai de 3 mois, des collectivités suivantes :

Jaulny, Puxieux, la communauté de communes des Trois Vallées et la communauté de communes du Mad à l'Yron vaut avis favorable ;

Vu la délibération défavorable de la commune de Tronville (21 septembre 2010), enregistrée en sous-préfecture le 24 septembre 2010 après le terme du délai de 3 mois, valant avis favorable ;

CONSIDERANT qu'au terme de la consultation, la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-41-3 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

AR R E T E

Article 1er : Est autorisée, à compter du 1^{er} janvier 2011, entre les communes d'Arnaville, Bayonville-sur-Mad, Beaumont, Bernécourt, Bouillonville, Chambley-Bussières, Charey, Dampvitoux, Dommartin-la-Chaussee, Essey-et-Maizerais, Euvezin, Fey-en-Haye, Flirey, Hagéville, Hannonville-Suzemont, Jaulny, Limey-Remenauville, Lironville, Mamey, Mandres-aux-Quatre-Tours, Mars-La-Tour, Onville, Pannes, Puxieux, Rembercourt-sur-Mad, Saint-Baussant, Saint-Julien-lès-Gorze, Seicheprey, Sponville, Thiaucourt-Regniéville, Tronville, Vandelainville, Vièville-en-Haye, Villecey-sur-Mad, Waville, Xammes et Xonville, la création d'une communauté de communes dénommée "Communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron".

Article 2 : La communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron, est substituée de plein droit à la communauté de communes des Trois Vallées et à la communauté de communes du Mad à l'Yron.

Article 3 : Les compétences transférées par les communes à la communauté de communes des Trois Vallées et à la communauté de communes du Mad à l'Yron, à titre obligatoire et optionnel, sont exercées par la communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron sur l'ensemble de son périmètre.

Article 4 : Les autres compétences transférées par les communes à la communauté de communes des Trois Vallées et à la communauté de communes du Mad à l'Yron sont exercées par la communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron sur l'ensemble de son périmètre ou font l'objet d'une restitution aux communes.

Article 5 : La communauté de communes exerce les compétences suivantes :

1- Compétences obligatoires**➤ Aménagement de l'espace**

Participer au fonctionnement du syndicat mixte gérant le Schéma de Cohérence Territoriale, à son élaboration, sa gestion et son suivi. Participer à l'élaboration d'un schéma de secteur.

Créer et réaliser les futures Zones d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire.

Favoriser une bonne organisation de l'espace intercommunal.

Elaborer une Charte intercommunale de développement et d'aménagement du territoire.

➤ Développement économique

Mettre en place des outils de développement permettant de maintenir, de développer et de créer des entreprises (bâtiments relais, pépinière d'entreprises...)

Créer, aménager et gérer des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires et artisanales

– Est d'intérêt communautaire la zone d'activités économiques à aménager à Thiaucourt-Regniéville au lieu dit « sur la vieille route », constituée d'une partie des parcelles F455 et F 81, par cession par la commune de Thiaucourt-Regniéville.

Soutenir la création, le maintien et le développement des entreprises industrielles, commerciales, artisanales, agricoles et touristiques.

Aider les entreprises locales dans le cadre de leurs investissements.

Accueillir, accompagner et suivre les porteurs de projets, les créateurs et repreneurs d'entreprises et les entreprises existantes.

Informers les entreprises, commerçants et artisans des avantages sociaux et fiscaux induits par les politiques d'aménagement du territoire (exemple : Zone de Revitalisation Rurale).

Réaliser un fichier des réserves foncières et des bâtiments commerciaux vacants et le diffuser auprès des organismes habilités.

Adhérer ou participer à des structures d'accompagnement financier de la création et du développement des entreprises telles les plates-formes d'initiatives locales.

Promouvoir les activités économiques présentes dans la Communauté de Communes par l'intermédiaire de tous supports de communication.

2- Compétences optionnelles**➤ Protection et mise en valeur de l'environnement et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie**

Gestion des déchets ménagers et assimilés

Gérer la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés et mener toute action visant à en réduire le volume et le coût.

Environnement

Mettre en œuvre des actions globales de prévention, d'information, de sensibilisation et de coordination à l'échelle intercommunale contribuant à la protection du cadre de vie et à la valorisation de l'environnement.

Créer, entretenir, promouvoir et valoriser les sentiers de randonnée d'intérêt intercommunal suivant : Les Jaunottes ; Les Aîtres fortifiés ; Grandfontaine (sentier botanique et arboretum) ; Le Jury et la Vignotte ; Rupt de Mad – Madine ; Plateau de Haye : Forêt de la Reine – Madine. Ainsi que les sentiers de découverte et d'interprétation des Aîtres fortifiés et des Boucles du Rupt de Mad.

Aménager, réhabiliter la rivière Rupt de Mad et l'ensemble de ses affluents ; Aménager, réhabiliter la rivière Yron et l'ensemble de ses affluents.

Définir le programme pluriannuel d'entretien du Rupt de Mad et de l'ensemble de ses affluents ; de l'Yron et de l'ensemble de ses affluents ; du Ruisseau de Grosrouvres à Bernécourt ; du Ruisseau du Neuf Etang à Mandres-aux-4-Tours ; du Ruisseau de l'Etang et de la Tuilerie à Pannes ; du Ruisseau de l'Esch à Lironville et coordonner ces travaux avec les riverains, les communes, la Communauté de Communes et l'ensemble des organismes intéressés.

Participer à l'élaboration, à l'animation de Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau.

Sensibiliser et inciter au développement des énergies renouvelables (énergie solaire, éolienne et bois)

– Etudier la mise en œuvre de parcs éoliens par la création de Zones de Développement Eolien à l'échelle intercommunale.

Réalisation d'études de faisabilité technique, financière et juridique sur la création de réseaux de chaleur en lien avec un équipement communautaire – Réalisation de réseaux de chaleur en lien avec un équipement communautaire.

Tourisme

Définir et mettre en place une politique de développement et de promotion touristique intercommunale.

Entretien et valoriser les sites de guerre de 1914-1918 dans le cadre de la Route du Saillant de Saint Mihiel : Sites 4 et 5 situés en forêt communale de Saint BAUSSANT. Ainsi que les sites situés en forêt domaniale régis par une convention entre la Communauté de Communes et l'ONF.

Créer, entretenir, valoriser et animer la muséographie de plein champ de la Guerre de 1870.

Représenter les communes riveraines du Lac de Madine (Pannes, Saint Baussant et Essey-et-Maizerais) au sein du syndicat mixte et participer au développement de la base de loisirs.

Participation effective à l'avenir de la Base de Chambley.

➤ Développement démographique – habitat – urbanisme

Créer des logements locatifs communautaires.

Mettre en place des aides pour le ravalement de façades.

Mettre en place des Opérations Programmées pour l'Amélioration de l'Habitat.

Elaborer et mettre en œuvre une politique du logement et de maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées.

➤ Action sociale d'intérêt communautaire

Participer aux politiques d'insertion et de lutte contre l'exclusion. Créer et gérer une équipe d'insertion.

Mettre en place des antennes décentralisées d'offres d'emplois – Soutenir les demandeurs d'emploi (rédaction de CV, de lettres de motivation...) et mettre en place des ateliers d'illettrisme.

Mettre en place un plan de formations inter-collectivité décentralisé pour les agents de la fonction publique territoriale.

Animer la réflexion intercommunale sur l'implantation, le développement et le maintien des services publics sur la Communauté de Communes.

Définir, créer et gérer les maisons de service public.

Créer et gérer des établissements ou services d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans sur le territoire de la Communauté de Communes à l'exception des pouponnières à caractère sanitaire, des garderies périscolaires et des jardins d'éveil ; Soutenir la création et le fonctionnement de structures d'accueil en faveur des enfants de moins de 6 ans à l'exception des pouponnières à caractère sanitaire, des garderies périscolaires et des jardins d'éveil.

Créer et gérer un Relais d'Assistants Maternelles.

Elaborer le Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics ; Elaborer le diagnostic d'accessibilité des établissements publics recevant du public de 1ère, 2nd, 3ème et 4ème catégories.

➤ Soutenir les actions culturelles, socioculturelles et sportives d'intérêt communautaire.

Elaborer une politique communautaire de développement culturel et socio-éducatif.

Mettre en place une politique d'animation jeunesse d'intérêt intercommunal.

3- Autres compétences facultatives

Distribution publique de l'énergie électrique à l'exception des travaux de premier établissement, de renforcement, d'amélioration et d'entretien des ouvrages de distribution électrique.

Dans le cadre de l'exercice de cette compétence, la nouvelle communauté de communes se substitue de plein droit aux adhésions à des syndicats d'électrification des deux communautés de communes initiales.

Conduire des actions de coopérations décentralisées.

Réalisation d'études de faisabilité technique, financière et juridique concernant le transfert de compétences des communes membres de la Communauté de Communes.

La Communauté de Communes met en place une équipe intercommunale mutualisée d'agents en charge des services techniques. Une convention avec les communes volontaires organise et précise les modalités de mise à disposition des services techniques communautaires.

➤ Convention de mandat – groupement de commande – délégation de maîtrise d'ouvrage

En plus des compétences citées ci-dessus et qui sont exercées par la Communauté de Communes en lieu et place des communes adhérentes avec une prise en charge totale de leurs financements par le budget communautaire, celle-ci peut, par ailleurs, à la demande de certaines communes membres ou de toute commune ou groupement de communes même non-membres de la Communauté de Communes, ou de toute structure non lucrative, assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée pour des travaux propres à ces demandeurs. Des conventions pour en fixer les conditions techniques et financières sont alors passées entre la Communauté de Communes et ses partenaires.

Article 6 : Le siège de la communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron est fixé au 2bis rue Henri POULET à Thiaucourt-Regniéville (54470)

Article 7 : La communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron est constituée pour une durée illimitée.

Article 8 : Les fonctions de comptable de la communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron sont assurées par le comptable de Thiaucourt-Regniéville.

Article 9: La représentativité des communes au sein du conseil communautaire est assurée de la manière suivante :

Commune de 0 à 500 habitants :	2 délégués titulaires	2 délégués suppléants
Commune de plus de 501 habitants	3 délégués titulaires	3 délégués suppléants

Article 10 : Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey et de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de chaque commune concernée et à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 5 octobre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES 3 VALLEES ET DU MAD À L'YRON (dénomination provisoire)

Il est constitué entre les communes de :

ARNAVILLE, BAYONVILLE-SUR-MAD, BEAUMONT, BERNECOURT, BOUILLONVILLE, CHAMBLEY-BUSSIÈRES, CHAREY, DAMPVITOUX, DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE, ESSEY-ET-MAIZERAIS, EUVEZIN, FEY-EN-HAYE, FLIREY, HAGEVILLE, HANNONVILLE-SUZEMONT, JAULNY, LIMEY-REMENAUVILLE, LIRONVILLE, MAMEY, MANDRES-AUX-4-TOURS, MARS-LA-TOUR, ONVILLE, PANNES, PUXIEUX, REMBERCOURT-SUR-MAD, SAINT-BAUSSANT, SAINT-JULIEN-LES-GORZE, SEICHEPREY, SPONVILLE, THIAUCOURT-REGNIEVILLE, TRONVILLE, VANDELAINVILLE, VIEVILLE-EN-HAYE, VILLECEY-SUR-MAD, WAVILLE, XAMMES, XONVILLE.

Une Communauté de Communes dénommée : Communauté de Communes des 3 Vallées et du Mad à l'Yron (dénomination provisoire).

Article 1 : Durée

Cette Communauté de Communes est constituée pour une durée illimitée.

Article 2- Objet

La Communauté de Communes associe les communes adhérentes au sein d'un espace de solidarité en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace en milieu rural.

Elle exerce pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire des compétences relevant de chacun des groupes suivants :

1- Compétences obligatoires

➤ Aménagement de l'espace

- Participer au fonctionnement du syndicat mixte gérant le Schéma de Cohérence Territoriale, à son élaboration, sa gestion et son suivi.
- Participer à l'élaboration d'un schéma de secteur
- Créer et réaliser les futures Zones d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire
- Favoriser une bonne organisation de l'espace intercommunal
- Elaborer une Charte intercommunale de développement et d'aménagement du territoire

➤ Développement économique

- Mettre en place des outils de développement permettant de maintenir, de développer et de créer des entreprises (bâtiments relais, pépinière d'entreprises...)
- Créer, aménager et gérer des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires et artisanales – Est d'intérêt communautaire la zone d'activités économiques à aménager à Thiaucourt-Regniéville au lieu dit « sur la vieille route », constituée d'une partie des parcelles F455 et F 81, par cession par la commune de Thiaucourt-Regniéville
- Soutenir la création, le maintien et le développement des entreprises industrielles, commerciales, artisanales, agricoles et touristiques
- Aider les entreprises locales dans le cadre de leurs investissements
- Accueillir, accompagner et suivre les porteurs de projets, les créateurs et repreneurs d'entreprises et les entreprises existantes
- Informer les entreprises, commerçants et artisans des avantages sociaux et fiscaux induits par les politiques d'aménagement du territoire (exemple : Zone de Revitalisation Rurale)
- Réaliser un fichier des réserves foncières et des bâtiments commerciaux vacants et le diffuser auprès des organismes habilités
- Adhérer ou participer à des structures d'accompagnement financier de la création et du développement des entreprises telles les plates-formes d'initiatives locales
- Promouvoir les activités économiques présentes dans la Communauté de Communes par l'intermédiaire de tous supports de communication

2- Compétences optionnelles

➤ Protection et mise en valeur de l'environnement et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie

- Gestion des déchets ménagers et assimilés
- Gérer la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés et mener toute action visant à en réduire le volume et le coût

Environnement

- Mettre en œuvre des actions globales de prévention, d'information, de sensibilisation et de coordination à l'échelle intercommunale contribuant à la protection du cadre de vie et à la valorisation de l'environnement
- Créer, entretenir, promouvoir et valoriser les sentiers de randonnée d'intérêt intercommunal suivant : Les Jaunottes ; Les Aîtres fortifiés ; Grandfontaine (sentier botanique et arboretum) ; Le Jury et la Vignotte ; Rupt de Mad – Madine ; Plateau de Haye ; Forêt de la Reine – Madine. Ainsi que les sentiers de découverte et d'interprétation des Aîtres fortifiés et des Boucles du Rupt de Mad (Voir ANNEXE 1) »
- Aménager, réhabiliter la rivière Rupt de Mad et l'ensemble de ses affluents ; Aménager, réhabiliter la rivière Yron et l'ensemble de ses affluents
- Définir le programme pluriannuel d'entretien du Rupt de Mad et de l'ensemble de ses affluents ; de l'Yron et de l'ensemble de ses affluents ; du Ruisseau de Grosrouvres à Bernécourt ; du Ruisseau du Neuf Etang à Mandres-aux-4-Tours ; du Ruisseau de l'Etang et de la Tuilerie à Pannes ; du Ruisseau de l'Esch à Lironville et coordonner ces travaux avec les riverains, les communes, la Communauté de Communes et l'ensemble des organismes intéressés
- Participer à l'élaboration, à l'animation de Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau
- Sensibiliser et inciter au développement des énergies renouvelables (énergie solaire, éolienne et bois) – Etudier la mise en œuvre de parcs éoliens par la création de Zones de Développement Eolien à l'échelle intercommunale
- Réalisation d'études de faisabilité technique, financière et juridique sur la création de réseaux de chaleur en lien avec un équipement communautaire – Réalisation de réseaux de chaleur en lien avec un équipement communautaire

Tourisme

- Définir et mettre en place une politique de développement et de promotion touristique intercommunale
- Entretenir et valoriser les sites de guerre de 1914-1918 dans le cadre de la Route du Saillant de Saint Mihiel : Sites 4 et 5 situés en forêt communale de Saint BAUSSANT. Ainsi que les sites situés en forêt domaniale régis par une convention entre la Communauté de Communes et l'ONF
- Créer, entretenir, valoriser et animer la muséographie de plein champ de la Guerre de 1870
- Représenter les communes riveraines du Lac de Madine (Pannes, Saint Baussant et Essey-et-Maizerais) au sein du syndicat mixte et participer au développement de la base de loisirs
- Participation effective à l'avenir de la Base de Chambley

➤ Développement démographique – habitat – urbanisme

- Créer des logements locatifs communautaires
- Mettre en place des aides pour le ravalement de façades
- Mettre en place des Opérations Programmées pour l'Amélioration de l'Habitat
- Elaborer et mettre en œuvre une politique du logement et de maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées

➤ Action sociale d'intérêt communautaire

- Participer aux politiques d'insertion et de lutte contre l'exclusion. Créer et gérer une équipe d'insertion
- Mettre en place des antennes décentralisées d'offres d'emplois – Soutenir les demandeurs d'emploi (rédaction de CV, de lettres de motivation...) et mettre en place des ateliers d'illettrisme.
- Mettre en place un plan de formations inter-collectivité décentralisé pour les agents de la fonction publique territoriale
- Animer la réflexion intercommunale sur l'implantation, le développement et le maintien des services publics sur la Communauté de Communes.
- Définir, créer et gérer les maisons de service public.
- Créer et gérer des établissements ou services d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans sur le territoire de la Communauté de Communes à l'exception des pouponnières à caractère sanitaire, des garderies périscolaires et des jardins d'éveil ; Soutenir la création et le fonctionnement de structures d'accueil en faveur des enfants de moins de 6 ans à l'exception des pouponnières à caractère sanitaire, des garderies périscolaires et des jardins d'éveil ; Créer et gérer un Relais d'Assistants Maternelles
- Elaborer le Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics ; Elaborer le diagnostic d'accessibilité des établissements publics recevant du public de 1ère, 2nd, 3ème et 4ème catégories

- Soutenir les actions culturelles, socioculturelles et sportives d'intérêt communautaire
 - Elaborer une politique communautaire de développement culturel et socio-éducatif
 - Mettre en place une politique d'animation jeunesse d'intérêt intercommunal.

3- Autres compétences facultatives

- Distribution publique de l'énergie électrique à l'exception des travaux de premier établissement, de renforcement, d'amélioration et d'entretien des ouvrages de distribution électrique

Dans le cadre de l'exercice de cette compétence, la nouvelle communauté de communes se substitue de plein droit aux adhésions à des syndicats d'électrification des deux communautés de communes initiales

- Conduire des actions de coopérations décentralisées
- Réalisation d'études de faisabilité technique, financière et juridique concernant le transfert de compétences des communes membres de la Communauté de Communes

La Communauté de Communes met en place une équipe intercommunale mutualisée d'agents en charge des services techniques. Une convention avec les communes volontaires organise et précise les modalités de mise à disposition des services techniques communautaires

- Convention de mandat – groupement de commande – délégation de maîtrise d'ouvrage

En plus des compétences citées ci-dessus et qui sont exercées par la Communauté de Communes en lieu et place des communes adhérentes avec une prise en charge totale de leurs financements par le budget communautaire, celle-ci peut, par ailleurs, à la demande de certaines communes membres ou de toute commune ou groupement de communes même non-membres de la Communauté de Communes, ou de toute structure non lucrative, assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée pour des travaux propres à ces demandeurs. Des conventions pour en fixer les conditions techniques et financières sont alors passées entre la Communauté de Communes et ses partenaires.

Article 3 : Sièg

Le siège de la Communauté de Communes est fixé à THIAUCOURT, au 2bis, Henri POULET. Les réunions du Conseil de Communauté peuvent se dérouler dans un autre lieu que celui du siège de la Communauté de Communes sur simple délibération préalable du Conseil de Communauté.

Article 4 : Ressources

Le régime fiscal de la communauté de communes est la Contribution Economique Territoriale Unique.

Dans le cadre de sa politique de promotions touristiques du territoire, la Communauté de Communes institue conformément à l'article L. 5211-21 la taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire.

En plus de cette fiscalité directe, les ressources de la Communauté proviennent de :

- Des revenus des biens meubles et immeubles de son patrimoine,
- Des sommes qu'elle perçoit de la part des administrations publiques, des collectivités locales non adhérentes, des associations ou des particuliers en échange des services qu'elle rend,
- Des subventions du Département, de la Région, de l'Etat ou de la Communauté Economique Européenne et de toutes aides publiques,
- Des donations et des legs,
- Du produit des emprunts,
- Et de toute recette légale pouvant lui parvenir.

Article 5 : Conseil Communautaire

La Communauté est administrée par un organe délibérant dénommé « Conseil Communautaire ». Il est composé de délégué(e)s issus des conseils municipaux de chaque commune membre en respectant les règles de représentativité suivante :

Population de la commune	Nombre de délégués titulaires	Nombre de délégués suppléants
De 0 à 500 habitants	2 délégués	2
A partir de 501 habitants	3 délégués	3

La population prise en compte est la population totale telle qu'elle ressort du dernier recensement officiel, total ou partiel. Le réajustement du nombre de délégués d'une commune suite à un nouveau recensement n'intervient qu'à la suite du renouvellement général du Conseil Communautaire.

Les modalités relatives à l'élection des délégués communautaires et à la durée de leur mandat sont celles définies par le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans ses articles L 5211-6 ; L5211-7 et L5211-8.

Le Conseil Communautaire se réunit dans les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales (Article L 5211-11)

Article 6 : Le Président

Le cadre du rôle du Président est celui fixé par le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-9.

Article 7 : Bureau Permanent

Le Conseil Communautaire désigne en son sein un Bureau Permanent qui répond aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans son article L5211-10.

Le Bureau permanent de la communauté de communes, dont le nombre sera fixé par le Conseil Communautaire, ne pourra dépasser 20 membres dont le Président et les Vice-présidents. Son nombre est librement déterminé par le Conseil Communautaire, sans qu'il ne puisse excéder 30% de l'effectif de celui-ci.

Article 8 : Règlement intérieur

Le règlement intérieur est adopté par le Conseil Communautaire dans les 6 mois qui suivent son installation. Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il définit les dispositions relatives au fonctionnement du Conseil Communautaire, du Bureau Permanent, des commissions ou comités consultatifs.

Article 9 : dispositions diverses

Toutes dispositions non prévues dans les présents statuts sont réglées par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour

Nancy, le 5 octobre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Bureau des procédures environnementales

Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de LUDRES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les installations exploitées par la Société TITANOBEL à Moutiers appartiennent à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers fournies par la société TITANOBEL à Moutiers et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

Considérant que les mesures définies dans le PPRT résultent d'un processus d'analyse, d'échange et de concertation ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de l'usine exploitée par la société TITANOBEL sur le territoire de la commune de Moutiers, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2 : Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme et devra être annexé au document d'urbanisme des communes de Moutiers, Auboué, Moineville, Valleroy par le biais d'arrêtés de mise à jour.

Article 3 : Les mesures de protection des populations face aux risques encourus, prescrites par le PPRT, devront être prises en compte dès la conception des projets d'urbanisme (aménagement ou extension de constructions existantes).

Article 4 : Le PPRT comprend :

- une note de présentation décrivant les installations à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci, exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques et expliquant et justifiant la démarche du PPRT et son contenu ;
- un plan de zonage réglementaire faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur, les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- des recommandations tendant à renforcer la protection des populations, définies en application du V de l'article L. 515-16 du code de l'environnement.

Le dossier sera tenu à la disposition du public à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi que dans la mairie des communes de Moutiers, Auboué, Moineville, Valleroy et au siège de la communauté de communes du pays de l'Orne, aux jours et heures d'ouverture habituelle des bureaux au public.

Article 5 : Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés désignés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2007-626 du 8 octobre 2007 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'usine TITANITE - devenue depuis TITANOBEL- implantée sur la commune de Moutiers.

Le présent arrêté sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché pendant un mois en mairies de Moutiers, Valleroy, Auboué, Moineville.

Un avis concernant l'approbation de ce PPRT sera inséré, par les soins du Préfet, dans le quotidien " le Républicain Lorrain".

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet dans le délai de 2 mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- soit d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy :

- soit directement, en l'absence de recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5 du présent arrêté ;
- soit, à l'issue d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les 2 mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant 2 mois à compter de la réception de la demande.

Article 7 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Briey, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, M. le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, M. le président de la communauté de communes du pays de l'Orne, les maires de Auboué, Moineville, Moutiers et Valleroy sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2010 portant déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la station d'interconnexion de CERVILLE en vue de l'établissement des servitudes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1 – Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux de construction de la station d'interconnexion de CERVILLE, sur le territoire des communes de CERVILLE, LANEUVELOTTE, VELAINES-SOUS-AMANCE.

Article 2 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché dans les mairies de CERVILLE, LANEUVELOTTE et VELAINES-SOUS-AMANCE. Il fera également l'objet d'un avis dans deux journaux régionaux.

Article 3 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication
- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires de CERVILLE, LANEUVELOTTE, VELAINES-SOUS-AMANCE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à M. le directeur de GRTgaz.

Nancy, le 30 septembre 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2010 autorisant la construction et l'exploitation de la station d'interconnexion de CERVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1 – Sont autorisées la construction et l'exploitation par GRTgaz de la station d'interconnexion de CERVILLE établie conformément au tracé figurant au plan n° F36-SCA-XC-00-CTE-100 du 11/01/2010 annexé au présent arrêté, ainsi qu'aux décrets susvisés, à charge pour l'exploitant de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les canalisations de transport de gaz.

Article 2 – L'ouvrage autorisé est construit sur le territoire des communes de : CERVILLE, LANEUVELOTTE, VELAINES-SOUS-AMANCE.

Article 3 – La présente autorisation est délivrée sous réserve que les engagements pris par GRTgaz à la suite de la consultation administrative soient respectés.

Article 4 – La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 5 – La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Article 6 – L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz décrits ci-après :

Canalisation de liaison – Commune de CERVILLE

Désignation des ouvrages	Longueur approximative (m)	Pression maximale de service (bar)	Diamètre nominal
Vosges - VOS	1000	67,7	250
Nancy - NAN	1000	67,7	550
Lorraine 1 – LOR 1	130	67,7	450
Lorraine 2 – LOR 2	130	67,7	500

Alsace 2 – ALS 2	890	67,7	450
Alsace 1 – ALS 1	900	67,7	450
Stockage Cerville - STO	480	67,7	600
Voisines - VOI	140	67,7	900
Obergailbach 1 – OBE 1	220	80	900
Obergailbach 2 – OBE 2	540	80	900
Laneuvelotte aspiration – LNV 1	350	67,7	1200
Laneuvelotte refoulement – LNV 2	350	67,7	1200

Canalisation de liaison – Commune de Laneuvelotte

Désignation des ouvrages	Longueur approximative (m)	Pression maximale de service (bar)	Diamètre nominal
Lorraine 1 – LOR 1	20	67,7	450
Lorraine 2 – LOR 2	20	67,7	500
Laneuvelotte aspiration – LNV 1	130	67,7	1200
Laneuvelotte refoulement – LNV 2	130	67,7	1200

Création de la station d'interconnexion

Désignation des ouvrages	Longueur approximative (m)	Pression maximale de service (bar)	Diamètre nominal
Amont changement de PMS	20	80	600
	544	80	900
Aval changement de PMS	170	67,7	300
	900	67,7	400
	150	67,7	450
	100	67,7	500
	40	67,7	550
	200	67,7	600
	180	67,7	750
	226	67,7	900
	320	67,7	1200

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Article 7 – Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés aux points d'entrée des réseaux objets de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1, 013 bar est compris entre :

- 9,3 et 12,8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à bas pouvoir calorifique ;
- 10,7 et 12,8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique. En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9, 3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Article 8 – La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non respect des obligations prévues au cahier des charges type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Article 9 – La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du ministre chargé de l'énergie.

Article 10 – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché dans les mairies des communes intéressées.

Article 11 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;
- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à MM. le directeur départemental des territoires, le directeur de GRTgaz et les maires de : CERVILLE, LANEUVELOTTES, VELAINES-SOUS-AMANCE.

Nancy, le 30 septembre 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

La carte annexée à l'arrêté d'autorisation est consultable au service des procédures environnementales de la préfecture – 6 rue Sainte Catherine – 54000 NANCY.

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 portant déclaration d'utilité publique l'acquisition par voie d'expropriation du chemin privé pour permettre l'accès aux réservoirs d'eau du bois de BENAMONT par le syndicat intercommunal des eaux de BENAMONT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

AR R E T E

Article 1 – L'acquisition, par le syndicat intercommunal des eaux de BENAMONT, du chemin privé, tel qu'il figure au plan joint en annexe, pour permettre l'accès aux réservoirs d'eaux du bois de BENAMONT, est déclarée d'utilité publique.

Article 2 – Le syndicat intercommunal des eaux de BENAMONT est autorisé à acquérir les parcelles nécessaires au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Article 3 – Le syndicat intercommunal des eaux de BENAMONT maintiendra un droit d'usage des propriétaires pour l'exploitation forestière sur le dit chemin.

Article 4 – L'expropriation doit être accomplie dans le délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 5 – Le présent arrêté sera affiché, dès sa réception, dans les communes d'ATHIENVILLE et BATHELEMONT-LES-BAUZEMONT aux lieux habituels d'information du public. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par la production d'un certificat d'affichage établi par chaque maire.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de LUNEVILLE, les maires d'ATHIENVILLE et BATHELEMONT-LES-BAUZEMONT, le syndicat intercommunal des eaux de BENAMONT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au président du tribunal administratif de Nancy et au commissaire enquêteur.

Nancy, le 7 octobre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

La carte annexée à l'arrêté d'autorisation est consultable au service des procédures environnementales de la préfecture – 6 rue Sainte Catherine – 54000 NANCY.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Bureau des procédures environnementales - Service environnement, eau, biodiversité

Extrait de l'arrêté n° 54-2009-00152 du 4 octobre 2010 portant autorisation au titre de l'article L.214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement concernant le programme de restauration de la BOUVADE et de ses affluents DIG et autorisation communes de BAGNEUX, BARISEY-AU-PLAIN, BARISEY-LA-COTE, BICQUELEY, CREZILLES et MOUTROT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
CONSIDERANT que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente seulement dans le cadre d'une Déclaration d'intérêt général ;
CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

AR R E T E

TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION ET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL

Article 1er : Objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

A la demande de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS représentée par son président, Monsieur Christian DAYNAC, les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs à l'opération suivante : Programme de restauration de la Bouvade et de ses affluents - DIG et autorisation, sont déclarés d'intérêt général ;

Les travaux de restauration concernent la Bouvade et trois de ses affluents : le ruisseau des Etangs, le ruisseau de Poisson et le Ruisseau de la Deuille.

Le pétitionnaire, la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS, représenté par son président, Monsieur Christian DAYNAC, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : Programme de restauration de la Bouvade et de ses affluents - DIG et autorisation sur les communes de BAGNEUX, BARISEY-AU-PLAIN, BARISEY-LA-COTE, BICQUELEY, CREZILLES et MOUTROT.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Autorisation

Article 2 : Caractéristiques des travaux

Les installations, ouvrages, travaux, activités ont les caractéristiques suivantes :

Le programme d'aménagement comprend un programme de restauration et un programme d'entretien.

Article 2.1.: Restauration

Le programme de restauration comprend :

- Les actions de traitement de la végétation qui consistent à :

- Enlever les embâcles formées dans le lit de la rivière par la végétation : arbres déchaussés, arbres poussant dans le lit, branches tombées dans le lit,
- Couper les arbres ou arbustes sur les berges et élaguer les branches qui constituent une menace de chute dans le lit ou qui gênent considérablement l'écoulement des eaux.
- Tailler ou recéper la végétation sur les berges, vieillissante ou déperissante.
- Procéder au dégagement des jeunes plants afin d'assurer leur développement.

- Les actions de plantations de berges qui consistent en la plantation d'espèces adaptées au bord des cours d'eau, en complément de la végétation existante ou pour créer une ripisylve sur des secteurs totalement dépourvus de végétation ligneuse.

- La diversification des écoulements qui consistent à :

- des structures en bois fixées au sein du lit mineur en quinconce, tels des épis rustiques, destinées à accélérer les écoulements ,
- des seuils rustiques en bois, de manière à relever la ligne d'eau, à favoriser l'oxygénation et à permettre l'apparition d'un dépôt à l'amont et d'une fosse en aval.

- L'aménagement d'un lit mineur d'étiage dans la traversée de Biqueley pour maintenir une lame d'eau suffisante en étiage.

- Les actions de protection de berges permettant d'assurer une stabilité de la berge au droit de site présentant un enjeu. Il s'agit de la traversée de Biqueley, à l'aval du pont, rue de Neuchateau, 65 m en rive droite et 35 m en rive gauche.

- Sur un chemin agricole, une buse perchée d'environ 0,60m sur le ruisseau de Poisson constitue un obstacle à la continuité écologique. Elle sera remplacée par une passerelle et par la création de petits barrages rustiques d'environ 0,20 m pour rattraper le dénivelé.

- La pose de clôture et d'abreuvoir empierré ou de pompes à nez pour limiter l'accès du cours d'eau par le bétail qui piétine et détériore les berges.

Article 2.2.: Entretien

Le programme de restauration sera suivi d'un programme d'entretien visant à :

- Assurer le bon écoulement des eaux en limitant le risque de formation d'embâcles par le déchaussement d'arbres fragilisés ou morts,
 - Assurer la stabilité des berges en veillant à limiter les risques de dégradation par le déchaussement d'arbres, en veillant à maintenir une végétation adaptée et saine et l'accès du cours d'eau par le bétail.
 - Améliorer les capacités naturelle d'auto-épuration de la rivière, maintenir et favoriser les fonctions biologiques et paysagères des berges.
- Les travaux sont situés sur la carte annexée au présent arrêté.

TITRE II : PRESCRIPTIONS

Article 3: Prescriptions spécifiques

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, au moins à 100 mètres.

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Il seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins sont vérifiés afin d'écarter tout risque de pollution des eaux (hydrocarbures). Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

En cas de montée des eaux ou lors des périodes non travaillées (week-end, jours fériés, vacances...) , les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

Les arbres coupés seront laissés à la disposition des riverains qui en auront fait la demande préalablement à l'intervention de l'entreprise. Pour les autres bois, le pétitionnaire prendra ses dispositions pour les faire éliminer par broyage, brûlage ou évacuation et en aucun cas par enfouissement.

Les plantations sur rives ne pourront être entreprises qu'avec l'accord préalable du propriétaire riverain concerné.

Article 4 : Mesures correctrices

Les mesures correctrices suivantes sont proposées au dossier :

- Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux,
- Les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique, hors période de frai (entre août et février),
- Les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension.
- Le libre écoulement des eaux sera maintenu pendant toute la période des travaux. Les travaux seront arrêtés si le débit devenait trop important afin d'éviter tout risque de désordre sur le cours d'eau.
- Une attention toute particulière sera portée aux éventuels rejets d'hydrocarbures provenant des engins de chantier. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Article 5 : Servitude de passage

Pendant les travaux, les riverains devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux engins, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Article 6: Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Article 7: Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 8: Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 9: Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 : Durée de l'autorisation et la déclaration d'intérêt général

La présente autorisation est accordée jusqu'au 31/12/2013.

La présente Déclaration d'Intérêt Général est accordée jusqu'au 31/12/2015 pour permettre la réalisation du programme pluriannuel d'entretien. Elle pourra être renouvelée pour 5 ans si le pétitionnaire présente, au moins 6 mois avant l'échéance, un nouveau plan de gestion pour des opérations groupées d'entretien régulier du cours d'eau.

Article 11 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 12 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 13 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 14 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 15 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 16 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de BAGNEUX, BARISEY-AU-PLAIN, BARISEY-LA-COTE, BICQUELEY, CREZILLES et MOUTROT.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision, ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise, sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi qu'à la mairie de la commune de BICQUELEY.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 17 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 18 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE,

Le sous préfet de Toul,

Les maires des communes de BAGNEUX, BARISEY-AU-PLAIN, BARISEY-LA-COTE, BICQUELEY, CREZILLES et MOUTROT,

Le directeur départemental des territoires de MEURTHE-ET-MOSELLE,

Le chef du service départemental de l'ONEMA,

Le commandant du Groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 4 octobre 2010

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
François MALHANCHE

La carte annexée à l'arrêté d'autorisation est consultable au service des procédures environnementales de la préfecture – 6 rue Sainte Catherine – 54000 NANCY.

Extrait de l'arrêté n° 24-2010-00038 du 11 octobre 2010 portant autorisation au titre de l'article L 214-3, déclaration d'intérêt général au titre de l'article L 211-7 et retrait du droit d'eau au titre de l'article L 214-4 du code de l'environnement concernant le programme d'aménagement du seuil du moulin d'HATRIZE sur L'ORNE - Commune de HATRIZE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que les ouvrages hydrauliques du Moulin d'Hatrize sont abandonnés et sans entretien régulier ;

CONSIDERANT que le droit d'eau attaché au moulin d'Hatrize ne pourra plus être exercé après les travaux d'arasement du seuil ;

CONSIDERANT que les travaux d'attachement du seuil permettent de rétablir le fonctionnement naturel du cours d'eau au droit de l'ouvrage et ont pour but de favoriser l'écoulement des eaux notamment lors des inondations, de limiter l'érosion, de contribuer à l'amélioration globale de la qualité du fonctionnement de ce secteur de rivière ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

ARRETE

Article 1er : Intérêt général du projet

Sont déclarés d'intérêt général les travaux relatifs au programme d'aménagement du seuil d'Hatrize sur L'Orne.

La présente Déclaration d'Intérêt Général est accordée jusqu'au 31/12/2015 pour permettre l'achèvement du programme pluriannuel d'entretien. Elle pourra être renouvelée pour 5 ans si le Syndicat des communes riveraines de l'Orne présente, au moins 6 mois avant l'échéance, un nouveau plan de gestion pour des opérations groupées d'entretien régulier du cours d'eau.

Article 2 : Retrait du droit d'eau

Tout droit ou règlement d'eau attaché au moulin d'Hatrize est retiré.

TITRE I - OBJET DE L'AUTORISATION

Article 3 : Objet de l'autorisation au titre des articles L.214-1 et suivants

Le pétitionnaire, Syndicat des Communes Riveraines de l'Orne, représenté par son président, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les travaux relatifs au programme d'aménagement du seuil d'Hatrize sur L'Orne sur les communes de Hatrize, Labry, Giraumont et Jarny, dans les conditions décrites dans le dossier soumis à enquête publique.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation	Autorisation
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m ² de frayères, 2°) Dans les autres cas	Déclaration
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année Inférieur ou égal à 2000 m ³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m ³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Déclaration
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau - Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage, la digue ou le remblai dans le lit majeur.	Déclaration

La présente autorisation pour les travaux ci-dessus est accordée jusqu'au 31/12/2013.

Article 4 : Caractéristiques des ouvrages

Les installations, ouvrages, travaux, activités ont les caractéristiques suivantes :

1. Suppression du déversoir et remplacement par un seuil de fond :

Le déversoir actuel sera isolé par la mise en place d'un batardeau, puis démoli.

Il est remplacé par un seuil de fond, en enrochements libres, entièrement noyé, calé à la cote 182.55 m NGF.

Les travaux consistent en :

- coupe de la végétation et démantèlement des parties métalliques ;
- mise en place d'un batardeau à l'amont et pompage ;
- démolition du déversoir existant ;
- terrasse de l'assise du seuil de fond ;
- pose d'un géotextile et des blocs d'enrochements ;
- reprise des berges aval, reprofilage, bouturage et ensemencement.

2. Réaménagement du bief du moulin

2.1. Création d'un ouvrage d'admission du bief

L'ouvrage à créer est un seuil fixe, qui barre l'entrée du bief et permet le contrôle de l'admission du débit « sanitaire » par un passage central surbaissé, calé à la même cote que le seuil de fond sur l'Orne (182.55m NGF).

Les travaux consistent en :

- La mise en place de batardeaux en amont et aval du site pour la mise à sec du bief ;
- Le terrassement de l'assise de l'ouvrage ;
- Mise en place de matériaux limoneux pour constituer le corps de l'ouvrage et mise en place de blocs d'enrochements
- Finition de la partie supérieure : matériaux terreux et ensemencement.

2.2. Adaptation du seuil du moulin

L'objectif est de démanteler la vanterrie, tout en conservant le seuil fixe qui sera abaissé mais calé à une cote supérieure à celle du seuil de fond sur l'Orne (182,55m) de façon à laisser transiter dans l'Orne le débit réservé de 120l/s.

Les travaux consistent en :

- Démanteler le vannage existant ;
- Consolider les ouvrages conservés.

2.3. Renaturation du bief du moulin et de l'île

Le bief fait l'objet d'un réaménagement complet en vue de sa valorisation biologique, paysagère et socio-culturelle. Des banquettes basses végétalisées sont créées avec un chenal d'écoulement.

Le mur rive gauche n'est que partiellement conservé, à l'entrée du bief devant le moulin. Compte-tenu de son état, la partie centrale est démolie et une berge naturelle est reconstituée. En rive droite, les murs sont conservés.

Les travaux consistent en :

- Traitement de la végétation ;
- Démolition du mur de digue rive gauche ;
- Terrassement du fond du bief, modelage du chenal central et des banquettes, reprofilage de la berge rive gauche ;
- Protection de berges et des banquettes, plantations et ensemencement.

3. Protection de berge de l'Orne rive gauche face à la brèche

La berge de l'Orne, située actuellement face à la brèche, subit une érosion importante et sera protégée en technique mixte (minérale pour la partie immergée et végétale pour la partie émergée).

Les travaux consistent en :

- Terrassement préalable et bêche d'ancrage ;
- Pose des blocs d'enrochements ;
- Mise en place de boudins terreux ;
- Végétalisation.

4. Renaturation de l'Orne en amont du site

4.1. Restauration de la végétation rivulaire

L'objectif est d'effectuer un rattrapage d'entretien pour la végétation rivulaire en place et de revégétaliser par plantations sur les rives mises à nu.

4.2. Renaturation des berges et amélioration des accès à l'eau

L'objectif est de rétablir des accès réguliers à l'eau, intégrés au paysage, pour une pratique sécurisée de la pêche.

Les secteurs traités sont retalutés et protégés par plantations.

4.3. Amélioration des fonctionnalités de la noue de Labry

L'objectif est l'amélioration des fonctionnalités biologiques de cette annexe hydraulique.

Les travaux consistent en :

- Le remplacement de l'ouvrage de connexion amont à l'Orne ;
- La création de zones tampons sur plusieurs milliers de m² en contact avec l'eau, par terrassement.

5. Autres interventions

5.1. démantèlement du seuil de fortune à l'amont immédiat du viaduc SNCF ;

5.2. Protection du rejet de la STEP de Jarny.

6. Entretien

Un entretien et suivi régulier au niveau des ouvrages et des secteurs aménagés ou replantés.

TITRE II - PRESCRIPTIONS

Article 5 : Prescriptions spécifiques

En phase travaux :

- Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, au moins à 50 mètres.
- Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier, afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Il seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.
- Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins sont vérifiés, afin d'écartier tout risque de pollution des eaux (hydrocarbures). Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ.
- Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.
- En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.
- Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.
- Les plantations sur rives ne pourront être entreprises qu'avec l'accord préalable du propriétaire riverain concerné.

Mise en œuvre des travaux :

- Les aménagements seront réalisés sous le contrôle du service chargé de la police des eaux. A cet effet, le permissionnaire est tenu d'organiser une réunion préparatoire au démarrage des travaux en présence des représentants du ou des entreprises chargées des travaux et d'un agent de la police de l'eau. Le permissionnaire est tenu de fournir aux entreprises chargées des travaux une copie du présent arrêté et du dossier de demande. Cette formalité fera l'objet d'un accusé réception transmis au service chargé de la police de l'eau ;
- La période d'exécution des travaux est choisie de façon à ne pas perturber les fraies, et pour des raisons de sécurité, ils seront réalisés en période d'étiage et en dehors des périodes de nidification pour les travaux concernant la partie arbustive ;
- L'arasement du seuil est réalisé sans que soit modifié le profil en travers du cours d'eau ;
- Les plans de récolement des différents travaux seront transmis au service chargé de la police de l'eau dans les 3 mois suivants le récolement.

Sur les différents ouvrages :

- le débit réservé transitant dans l'Orne est de 120 l/s au minimum en dessous de ce débit, le canal ne sera plus alimenté,
- un complément d'information est demandé au bureau d'études avant la phase travaux sur la protection de la station d'épuration de Jarny : une technique alternative aux enrochements sera étudiée techniquement et financièrement puis proposée. Un profil de la rivière à ce niveau sera réalisé.

La solution retenue par les élus et les financeurs devra être validée par le service chargé de la police de l'eau avant tous travaux.

Article 6 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

Un suivi de l'évolution morpho-dynamique de la zone impactée par les travaux devra être mis en place par le SCRO pendant deux années après la réception des travaux.

Il comprendra :

- la mise en place de sections de références au nombre de 5 minimum sur les zones à enjeux en amont de l'ouvrage. Ces sections feront l'objet d'un repérage X,Y et seront matérialisées par la mise en place de bornes implantées à 15 m des berges actuelles environ.
- des visites de suivi avec levé topographique, le point initial étant le levé topographique à l'issue des travaux, prises de photographies depuis les points de repères évoqués ci-dessus et sur tout le linéaire impacté sur chaque rive, surveillance des phénomènes d'érosion et des dépôts de matériaux dans les zones à enjeux, surveillance des ouvrages (ponts, passerelle, viaduc SNCF, canalisations...). Un compte rendu sera produit avec les conclusions tirées de ces observations quant à l'évolution du milieu.

La première visite sera réalisée à l'issue des travaux. Les visites auront lieu au moins 2 fois par an, en période d'étiage et en hautes eaux, mais aussi après chaque épisode de crues de forte intensité.

Un comité de suivi sera mis en place pour examiner l'évolution de la situation et proposer, le cas échéant, des interventions. Le comité de suivi comprendra au moins un représentant des communes de Jarny, Hatrivy, Labry et Giraumont.

A l'issue de ces évaluations, un compte-rendu annuel, ainsi que les éventuelles propositions de travaux, sont remis au service en charge de la police de l'eau. Cette information est portée à la connaissance des riverains et des usagers par le syndicat des communes riveraines de l'Orne.

Article 7 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Le permissionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires en cas d'incident ou d'accident lié aux ouvrages autorisés.

Article 8 : Mesures correctives et compensatoires

Les mesures correctrices suivantes sont proposées au dossier :

- les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux,
- les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique,
- les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspension par la mise en place de barrages filtrants, afin de retenir le maximum de matières en suspension.
- le libre écoulement des eaux sera maintenu pendant toute la période des travaux. Les travaux seront arrêtés si le débit devenait trop important, afin d'éviter tout risque de désordre sur le cours d'eau.
- une attention toute particulière sera portée aux éventuels rejets d'hydrocarbures provenant des engins de chantier. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Article 9 : Accès aux propriétés

Conformément à l'article L.215-18, pendant la durée des travaux, les propriétaires sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs ou ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation des travaux.

Les terrains actuellement bâtis ou clos de murs, ainsi que les cours et les jardins attenants aux habitations, sont exempts de la servitude en ce qui concerne le passage des engins.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés de l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Article 10 : Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Article 11 : Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus, aux frais du permissionnaire, en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

TITRE III - DISPOSITIONS GENERALES

Article 12 : Entretien des ouvrages

L'entretien des différents ouvrages tels que le seuil de fond, le canal de l'ancien moulin, sont à la charge de leurs propriétaires respectifs.

Article 13 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités, conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 14 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 15 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 16 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 17 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 18 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire, de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 19 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de Giraumont, Hatrize, Jarny et Labry.

Un extrait de la présente autorisation, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision, ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise, sera affiché dans les mairies de Giraumont, Hatrize, Jarny et Labry, pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général, nécessitant une demande d'autorisation, sera mis à la disposition du public pour information, à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de Hatrize.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 20 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification, dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux, emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 21 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, les maires des communes de Giraumont, Hatrize, Jarny et Labry, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'ONEMA, le directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 11 octobre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ

Le 30 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-031 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de

Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

Le RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ, représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de NANCY-METZ, dont les bureaux sont à NANCY 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier à usage de bureaux situé 2, rue Philippe de Gueldres -bâtiment HUGO- à NANCY, cadastré au 6 rue Henri Deglin section AL n° 254 pour 77a 15ca, pour les besoins des missions des services suivants du rectorat : Direction des Affaires Financières, Division Performance de l'Analyse et de la Gestion des Etudes, Division Examens et Concours, Service de l'Enseignement Supérieur.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ

Le 30 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-032 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

Le RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ, représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de NANCY-METZ, dont les bureaux sont à NANCY 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à NANCY 1 rue de Mably cadastré section BD n° 208 pour 10a 20ca, pour les besoins des missions des services suivants du rectorat : Délégation Académique aux Relations Européennes et Internationales et à la Coopération, Délégation Académique à l'Education Artistique et à l'Action Culturelle, Collège des inspecteurs Education Nationale, Collège des inspecteurs Pédagogiques Régionaux.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ

Le 30 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-035 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

Le RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ, représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de NANCY-METZ, dont les bureaux sont à NANCY 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à NANCY 4 rue d'Auxonne cadastré section AE n° 102 pour 56a 10ca, pour les besoins des missions de l'INSPECTION ACADEMIQUE « Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale ».

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ

Le 30 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-036 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

Le RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ, représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de NANCY-METZ, dont les bureaux sont à NANCY 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à NANCY 57 rue Isabey cadastré section CK n° 110 pour 11a 91ca, pour les besoins des missions du CENTRE D'INFORMATION et d'ORIENTATION .

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ

Le 30 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-062 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

Le RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ, représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de NANCY-METZ, dont les bureaux sont à NANCY 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à NANCY 2 rue Philippe de Gueldres « Bâtiment Gueldres » cadastré au 6 rue Henri Deglin section AL n° 254 pour 77a 15ca, pour les besoins des missions des services suivants du rectorat : Secrétaire Général Académique et son secrétariat particulier, Direction Ressources Humaines, Division des Personnels d'Encadrement, Administratifs, Ouvriers et Techniques, Sociaux et de Santé, Division des Personnels d'Enseignement, d'Education et d'Orientation, Division de l'Organisation Scolaire, Cabinet du recteur, Service Presse et Communication.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ

Le 30 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-063 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

Le RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ, représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de NANCY-METZ, dont les bureaux sont à NANCY 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à NANCY 1 rue Sellier cadastré section AL n° 40 pour 8a 05ca, pour les besoins des missions du Service Académique d'Information et d'Orientation.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ

Le 30 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-064 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

Le RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ, représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de NANCY-METZ, dont les bureaux sont à NANCY 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à NANCY 3-5 rue Sellier cadastré section AL n° 40 pour 8a 05ca, pour les besoins des missions des services sociaux et de santé académique du rectorat.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le rectorat de l'académie de NANCY-METZ

Le 30 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-065 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

Le RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ, représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de NANCY-METZ, dont les bureaux sont à NANCY 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à NANCY Porte de la Citadelle cadastré section AL n° 41 pour 16a 35ca et section AL 253 pour 5a 75ca, pour les besoins des missions de la Division du Patrimoine et de l'Action Immobilière du rectorat.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le 30 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-044 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

La DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE ET MOSELLE, représentée par Monsieur le Chef de Division du Service Budget- Logistique, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur un immeuble situé à PONT A MOUSSON 16 rue Raugraff, pour les besoins des missions de la DDFIP.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le ministère de la justice

Le 30 septembre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-071 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

LE MINISTERE DE LA JUSTICE, représenté par Monsieur le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Est-Strasbourg, dont les bureaux sont à Strasbourg (Bas-Rhin) 19 rue Eugène Delacroix, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à TOUL, 804 rue Maréchal Lyautey, pour les besoins des missions du Centre de détention de TOUL .

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et la direction du CETE de l'EST-laboratoire régional des ponts et chaussées de NANCY

Le 8 octobre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-027 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

La DIRECTION DU CETE DE L'EST-LABORATOIRE REGIONAL DES PONTS ET CHAUSSEES DE NANCY, représentée par Monsieur le Directeur du Laboratoire Régional de NANCY, dont les bureaux sont à TOMBLAINE 71 rue de la Grande Haie, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à TOMBLAINE n° 50 rue de la Grande Haie cadastré section AC pour 3ha 02a 24ca et N° 22 Grandes Saurups section AI pour 1ha 51a 67ca, pour les besoins des missions du Centre d'études techniques d'équipements de l'EST.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et la direction régionale de Lorraine INSEE

Le 8 octobre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-029 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

La DIRECTION REGIONALE DE LORRAINE INSEE, représentée par Monsieur Le Directeur Régional de l'Insee, dont les bureaux sont à NANCY 15 rue du Général Hulot, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à NANCY boulevard d'Haussonville, pour les besoins des missions de l'INSEE.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le ministère de la justice

Le 8 octobre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-067 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

LE MINISTERE DE LA JUSTICE, représenté par Monsieur le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Est-Strasbourg, dont les bureaux sont à Strasbourg (Bas-Rhin) 19 rue Eugène Delacroix, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à BRIEY 4 avenue du roi de Rome, pour les besoins des missions du centre de semi-liberté de Briey.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le ministère de la justice

Le 8 octobre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-068 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

LE MINISTERE DE LA JUSTICE, représenté par Monsieur le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Est-Strasbourg, dont les bureaux sont à Strasbourg (Bas-Rhin) 19 rue Eugène Delacroix, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à ECROUVES 323 route de Pagny, pour les besoins des missions du Centre de détention d'ECROUVES.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le ministère de la justice

Le 8 octobre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-069 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

LE MINISTERE DE LA JUSTICE, représenté par Monsieur le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Est-Strasbourg, dont les bureaux sont à Strasbourg (Bas-Rhin) 19 rue Eugène Delacroix, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à MAXEVILLE 67 rue de la République, pour les besoins des missions du CENTRE DE SEMI-LIBERTE de Maxéville.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le ministère de la justice

Le 8 octobre 2010 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'État, la convention d'utilisation n° 54-2010-070 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur Général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 16 avril 2010, le propriétaire,

et

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, représenté par Monsieur le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Est-Strasbourg, dont les bureaux sont à Strasbourg (Bas-Rhin) 19 rue Eugène Delacroix, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur l'ensemble immobilier appartenant à l'État sis à MAXEVILLE 300 rue Abbé Heltebourg, pour les besoins des missions du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Arrêté n° 10.BI.41 du 14 octobre 2010 accordant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'aviation civile ;

VU la loi n°78.17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n°60-652 du 28 juin 1960 modifié en dernier lieu par le décret n° 2005-201 du 28 février 2005 portant organisation des services déconcentrés métropolitains de l'aviation civile ;

VU le décret n°97-1199 du 24 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'équipement, des transports et du logement de l'article 2 du décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2008-1299 du 11 décembre 2008 portant création de la direction de la sécurité de l'aviation civile ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 19 décembre 2008 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile ;

VU l'arrêté ministériel du 23 septembre 2010 nommant M. Gérard LEFEVRE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est à compter du 11 octobre 2010 ;

VU la décision du 12 janvier 2009 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1er : Délégation de signature est accordée à M. Gérard LEFEVRE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, en vue :

1) de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1^{er} du code de l'aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code ;

2) de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département ;

3) de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne ;

4) de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale ;

5) de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome ;

6) de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA) la création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique ;

7) de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs et les services chargés du péril animalier sur les aérodromes ;

8) de créer la commission d'aptitude SSLIA et d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;

9) de valider les formations, de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie ;

10) de déterminer les périodes minimales de mise en œuvre des mesures relatives au péril animalier ;

11) de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service ;

12) d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant ;

13) de délivrer les agréments concernant les « agents habilités » (article R 321-3 du code de l'aviation civile) et les « chargeurs connus » (article R 321-4 du code de l'aviation civile) ;

14) de signer les dérogations aux hauteurs minimales de survol hors agglomération (autorisation de vols rasants).

Article 2 : M. Gérard LEFEVRE, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 3 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

5) au président du Conseil Général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 10.BI.37 du 22 septembre 2010 accordant délégation de signature à M. Patrice MATHIEU et M. Rémy MERTZ chargés d'assurer l'intérim du directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST
Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-092 en date du 1er octobre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'élargissement et de remplacement de câbles sur la RN 52, PR 22+600 au 20+000 deux sens, PR 14+480 au 10+800 et PR 7+800 au 11+300.....

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

A R R E T E

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR) ET SENS	Chantier n° 1 : PR 22+600 à 20+000, sens 3 Chantier n° 2 : PR14+480 à 10+800, sens 2 PR 7+780 à 11+300, sens 1	
SENS	Metz ==> Belgique et Belgique ==> Metz	
SECTION	Section courante	
NATURE DES TRAVAUX	Élagage et remplacement de câbles hautes tension	
PERIODE GLOBALE	Du lundi 04 octobre au mercredi 06 octobre 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Chantier n° 1 : Neutralisation de la voie de droite Chantier n° 2 : Neutralisation des deux voies de gauche	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Villers-la-Chèvre	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le lundi 04/10/2010 de 8h00 à 17h00	Du PR 22+6000 Au PR 20+000 Sens Belgique -> Metz Du PR 14+480 Au PR 10+800 Sens Belgique -> Metz Du PR 7+800 Au PR 11+300 Sens Metz -> Belgique	Neutralisation de la voie de droite Neutralisation de la voie de gauche Neutralisation de la voie de gauche	- Belgique => Metz Les usagers circulent uniquement sur la voie de gauche - Belgique => Metz Les usagers circulent uniquement sur la voie de droite - Metz => Belgique Les usagers circulent uniquement sur la voie de droite
2	Le mardi 05/10/2010 de 8h00 à 17h00	Du PR 22+6000 Au PR 20+000 Sens Belgique -> Metz Du PR 14+480 Au PR 10+800 Sens Belgique -> Metz Du PR 7+800 Au PR 11+300 Sens Metz -> Belgique	Neutralisation de la voie de droite Neutralisation de la voie de gauche Neutralisation de la voie de gauche	- Belgique => Metz Les usagers circulent uniquement sur la voie de gauche - Belgique => Metz Les usagers circulent uniquement sur la voie de droite - Metz => Belgique Les usagers circulent uniquement sur la voie de droite
3	Le mercredi 06/10/2010 de 8h00 à 17h00	Du PR 22+6000 Au PR 20+000 Sens Belgique -> Metz Du PR 14+480 Au PR 10+800 Sens Belgique -> Metz Du PR 7+800 Au PR 11+300 Sens Metz -> Belgique	Neutralisation de la voie de droite Neutralisation de la voie de gauche Neutralisation de la voie de gauche	- Belgique => Metz Les usagers circulent uniquement sur la voie de gauche - Belgique => Metz Les usagers circulent uniquement sur la voie de droite - Metz => Belgique Les usagers circulent uniquement sur la voie de droite

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Longwy et Haucourt-Moulaine;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU). La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de Longwy et Haucourt-Moulaine;

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 1er octobre 2010

Le préfet du département de la Meurthe et Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-095 en date du 1er octobre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de joints de chaussée sur l'ouvrage d'Art A330-110 sur A330 au PR 5,138

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 330	
POINTS REPERES PR. ET SENS	PR 5,138 sens Nancy / Epinal	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement joints de chaussée	
PERIODE GLOBALE	Nuits du 11 au 22 octobre 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure A330 au niveau du PR 4,800 et sortie obligatoire échangeur n°5	SYSTEME D'EXPLOITATION

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	11 octobre 2010 au 22 octobre 2010 21h à 6h	Panneau fermeture PR 2,950	Coupure A330 sens 1 au niveau du PR 4,800 en amont de la bretelle Nancy-Ludres Vitesse limitée à 70 Km/h à partir du PR 4,300 jusqu'au PR 4,800 les usagers retrouveront la vitesse en vigueur dans la bretelle Nancy-Ludres 70 Km/h	Déviation sortie bretelle Nancy-Ludres, traversée Rue Pasteur et direction Epinal par la bretelle Ludres Epinal et section A330 direction Epinal

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Nancy ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse...

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU). La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Nancy.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de RCA et Freyssinet,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 1er octobre 2010

Le préfet du département de la Meurthe et Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-099 en date du 8 octobre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche d'enrobés sur la RN 4 du PR 8+00 au PR 10+000

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 4	
POINTS REPERES PR. ET SENS	Début PR8+000 au PR10+000 sens 1	
SECTION	2X2	
NATURE DES TRAVAUX	Enrobés voie lente	
PERIODE GLOBALE	Du 11 octobre au 18 octobre 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de circulation du sens 1 sur le sens 2 Vitesse limitée à 50 km/h dans le basculement et 90 km/h en section courante du chantier. Interdiction de dépasser.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Ligny en Barrois	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Ligny en Barrois

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
Phase N° 1	11 octobre au 18 octobre 2010	Sens plus AK5 PR5+500	Neutralisation de la voie de gauche	Fermeture Bretelle Paris Toul : La circulation continuera sur la RN4 en direction de Nancy, sortira à l'échangeur de Jeanne d'Arc pour reprendre la direction de Paris via la RD 400 et retrouver la sortie de Toul. Fermeture Bretelle Toul Nancy : Les usagers emprunteront la RN4 en direction de Paris jusque l'échangeur de Foug pour reprendre la direction de Nancy via la RD 11.
		Sens moins AK5 sur A31 PR229+900	Neutralisation de la voie de gauche	
		ITPC PR10+200	Basculement circulation du sens 1 sur le sens 2	
		ITPC PR6+800	Vitesse limitée à 90 km/h en section courante et 50km/h dans le basculement. Interdiction de doubler.	

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de FOUG, ECROUVES et TOUL ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de FOUG, ECROUVES et TOUL.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 8 octobre 2010

Le préfet du département de la Meurthe et Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
L'adjoint de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

Service produits de la santé et biologie

Extrait de l'arrêté N°2010-246 du 13 septembre 2010 autorisant l'ouverture d'une deuxième pharmacie à usage intérieur pour le compte d'Alpha Santé sur le site de MONT-SAINT-MARTIN suite à la fermeture de la pharmacie à usage intérieur A.H.B.L. de MONT-SAINT-MARTIN

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT

- la demande présentée le 8 mars 2010 par le Directeur Général d'Alpha Santé à Hayange, en vue d'obtenir l'ouverture d'une deuxième pharmacie à usage intérieur pour le compte d'Alpha Santé sur le site du Centre Hospitalier Hôtel Dieu, sis 4, rue Alfred Labbé à Mont-Saint-Martin, suite à la fermeture de la pharmacie à usage intérieur A.H.B.L. de Mont-Saint-Martin ;
- l'absence d'avis de l'Ordre National des Pharmaciens consulté le 15 mars 2010 ;
- le rapport d'instruction du 13 août 2010 établi par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé Lorraine ;
- que cette demande fait suite à une décision du 20 mars 2009 du Tribunal de Grande Instance de BRIEY de cession, par l'Association A.H.B.L. de la majorité de ses actifs (dont le Centre Hospitalier Hôtel Dieu), au profit de l'association Alpha Santé.

ARRETE

Article 1 : La demande présentée par le Directeur Général d'Alpha Santé à Hayange, en vue d'obtenir l'ouverture d'une deuxième pharmacie à usage intérieur pour le compte d'Alpha Santé sur le site du Centre Hospitalier Hôtel Dieu, sis 4, rue Alfred l'Abbé à Mont-Saint-Martin, suite à la fermeture de la pharmacie à usage intérieur A.H.B.L. de Mont-Saint-Martin et à la reprise des actifs, par Alpha Santé de l'A.H.B.L., est accordée.

Il conviendra de tenir compte des observations formulées dans l'avis du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique du 13 août 2010.

Article 2 : La pharmacie à usage intérieur d'Alpha Santé sur le site de Mont-Saint-Martin est autorisée à exercer les activités suivantes prévues aux articles R. 5126-8 et R. 5126-9 du CSP :

- La gestion, l'approvisionnement, le contrôle, la détention et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L. 4211-1 ainsi que les dispositifs médicaux stériles ;
- La réalisation des préparations magistrales à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques ;
- La division des produits officinaux ;
- La stérilisation des dispositifs médicaux (arrêté d'autorisation du 30 janvier 2003) ;
- La vente de médicaments au public (arrêté d'autorisation du 20 décembre 2004) ;

Article 3 : la Pharmacie à usage intérieur d'Alpha Santé sur le site du Centre Hospitalier Hôtel Dieu, sis 4, rue Alfred l'Abbé Mont-Saint-Martin prend en charge les 575 lits et places suivants :

- MCO	212 lits
- Psychiatrie	23 lits
- S.S.R.	40 lits
- S.S.I.A.D.	110 places
- H.A.D.	10 places
- Long séjour	76 lits
- U.S.L. les Peupliers	60 lits
- U.S.L. Pasteur	44 lits

Les sites géographiques desservis seront les suivants :

- Centre hospitalier Hôtel Dieu de Mont-Saint-Martin (services de pneumologie, chirurgie, cardiologie, gastrologie, médecine interne et gériatrique, dialyse, HDJ-UCA, pédiatrie, UHC, surveillance continue, maternité-gynécologie, psychiatrie) ;
- U.S.L.D. de Mont-Saint-Martin et de Villerupt ;
- Les services S.S.R. de la Résidence Mont-Saint-Martin ;
- Le S.S.I.A.D et l'H.A.D.

Article 4 : La gérance de la pharmacie à usage intérieur est assurée par Madame Anne-Marie LLORENS, pharmacien inscrit à la section H de l'Ordre National des Pharmaciens, employée à temps plein.

Article 5 : Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans la demande initiale devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 7 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de la personne morale de l'établissement et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Directeur de l'AFSSAPS ;
- Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy ;
- Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Metz.

Et sera publié au recueil administratif de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 13 septembre 2010

Pour le Directeur Général de
L'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté N° 2010-289 du 4 octobre 2010 portant prolongation du délai d'ouverture d'une officine de pharmacie après autorisation de transfert – Licence N° 57#00502

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT le courrier du 23 septembre 2010 établi par Monsieur DELAYEN sollicitant la demande, auprès de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, de lui accorder, pour cas de force majeure, un délai supplémentaire avant l'ouverture effective de sa pharmacie à l'adresse de transfert ;

CONSIDERANT le courrier de la société SAS TREVES INVESTISSEMENT sise 3 La Tannerie à St Julien Les Metz (57070) en charge des travaux au sein de l'officine et informant M.DELAYEN du report de la date de livraison du local au 15 novembre 2010 ;

CONSIDERANT le courrier établi par le Studio d'Architecture A.BLANCK sis 4 place Arnold à Srasbourg (67000) précisant qu'un délai de deux mois à compter de la date de livraison est nécessaire pour agencer la cellule ;

CONSIDERANT le courrier établi le 5 juillet 2010 par Monsieur DELAYEN précisant par ailleurs que l'adresse exacte de l'officine transférée sera 5 Boulevard de Trèves à METZ (57000) ;

CONSIDERANT l'absence de demande de création ou de transfert d'une autre officine sur le secteur concerné ;

ARRETE

Article 1er : M.DELAYEN est autorisé à reporter, jusqu'au 1^{er} mars 2011, l'ouverture de son officine de pharmacie pour laquelle il a obtenu la licence de transfert n°502.

Article 2 : L'adresse de l'officine de pharmacie telle que fixée par la licence n° 57#00502 du 16 novembre 2009 est ainsi mise à jour :

5 Boulevard de Trèves
57000 METZ

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur DELAYEN, dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Moselle ;
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Moselle ;
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

Et sera publié au recueil administratif des préfectures de la Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 4 octobre 2010

Pour le Directeur Général de
L'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté N° 2010-286 du 1^{er} octobre 2010 portant rejet d'une demande de licence pour le transfert d'une officine de pharmacie à HAMBACH

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT que Madame Fatima MEYER n'a pas proposé de nouvel emplacement ;

CONSIDERANT que la population municipale recensée en 2006 de la commune d'HAMBACH où se situe l'officine dont le transfert est projeté, est de 2 670 habitants ;

CONSIDERANT qu'HAMBACH dispose d'une seule officine ;

CONSIDERANT que par dérogation aux articles L 5125-11 et L 5125-14, l'article L 5125-13 prévoit un quota de population fixé à 3 500 habitants par officine pour le département de la Guyane et les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L 5125-14 du Code de la Santé Publique, un transfert peut s'effectuer au sein d'une même commune ;

CONSIDERANT que les plans des locaux fournis lors de la demande initiale de l'intéressée avaient recueilli un avis favorable du Pharmacien Inspecteur Régional relatif aux conditions minimales d'installation, avec néanmoins quelques observations à respecter ;

CONSIDERANT cependant que l'officine de Madame MEYER est actuellement située dans la partie la plus peuplée d'HAMBACH d'environ 2 000 habitants et s'éloignerait d'environ 3,5 kilomètres pour se rendre dans la partie la moins peuplée et essentiellement commerciale (HAMBACH-ROTH comptant près de 650 habitants) ;

CONSIDERANT que la clientèle résidant dans la partie où se trouve l'officine devrait emprunter la route nationale, longue d'environ un kilomètre et dont une partie est sans trottoir, pour se rendre à l'officine transférée ;

CONSIDERANT que l'article L 5125-3 du Code de la Santé Publique conditionne l'octroi d'une création, d'un transfert ou d'un regroupement d'officines à une réponse optimale aux besoins en médicaments de la population dans le quartier d'accueil de l'officine ;

CONSIDERANT ainsi que la condition fixée par ledit article n'est pas remplie ;

ARRETE

Article 1 : La demande de licence présentée par la S.E.L.A.R.L. « Pharmacie de HAMBACH » représentée par Madame Fatima MEYER, pharmacien, et Monsieur Michel LAGRANGE, associé non exploitant, en vue de transférer leur officine de Pharmacie du 132, rue Nationale au 89, rue Principale à HAMBACH, est rejetée.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8, Avenue de Segur – 75350 PARIS SP 07 pour le recours hiérarchique,

- devant le Tribunal Administratif 31, Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.E.L.A.R.L. « Pharmacie de HAMBACH », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Moselle,

- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine,

- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Moselle,

- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

Et sera publié au Recueil des Actes Administratif des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} octobre 2010

Pour le Directeur Général de
L'Agence Régionale de Santé de Lorraine
Et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

Service des affaires juridiques et contentieuses

Arrêté du 7 octobre 2010 de délégation rectorale de signature à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle

Le recteur de l'académie de Nancy-Metz,

VU le décret du 09 avril 2009 nommant monsieur Jean-Jacques POLLET, Recteur de l'académie de Nancy-Metz ;

VU le décret du président de la République en date du 07 mai 2009 nommant monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe et Moselle ;

VU le certificat administratif du 23 juillet 2010 certifiant la nomination de madame Christine DODANE-BEGUET, inspectrice d'académie-inspectrice pédagogique régionale, dans l'emploi d'inspectrice d'académie adjointe de Meurthe et Moselle, à compter du 01 août 2010 ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2009 nommant et détachant monsieur Michel CLEMENS, conseiller d'administration scolaire et universitaire hors classe, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en qualité de secrétaire général de l'inspection académique de Meurthe et Moselle.

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, et dans le respect de la réglementation en vigueur, les décisions suivantes :

1 - Actes pris en application de l'article D.222-20 et D.222-27 du Code de l'éducation.

1.1 - Au niveau départemental : gestion des épreuves d'éducation physique et sportive des baccalauréats général, technologique et professionnel ainsi que des CAP et BEP ponctuels.

- Au niveau académique : organisation et sujets des examens de niveau V (CAP-BEP- MC) désignation des jurys, déroulement des épreuves, (y compris l'EPS en contrôle en cours de formation), établissement des diplômes, organisation et sujets du concours de recrutement de professeurs des écoles ainsi que le concours général des lycées et des olympiades de mathématiques et de géo-sciences.

2 - Actes pris en application du décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié et des arrêtés pris pour son application.

- Gestion des professeurs des écoles stagiaires.

Toutes décisions énumérées par l'arrêté du 23 septembre 1992 à l'exception de celles relatives à l'organisation des concours dans les conditions prévues par les arrêtés du 18 octobre 1991, à la nomination, à l'affectation dans un département de l'académie, à l'autorisation de renouvellement de l'année du cycle préparatoire au second concours interne, à la délivrance du diplôme professionnel de professeur des écoles, à l'autorisation de prolongation de stage.

3 - Pour tous les personnels en fonction dans le département, à l'exception de ceux affectés dans les établissements d'enseignement supérieur

3.1 - Autorisations d'absence autres que celles qui, en vertu des dispositions qui les réglementent, relèvent expressément de la compétence de l'inspecteur d'académie ou du « chef de service ». Sont ainsi notamment concernées les autorisations spéciales d'absence prévues par l'article 14 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique .

3.2 - Congés pour formation syndicale avec traitement d'une durée maximale de douze jours ouvrables par an, prévus par le décret n° 84-474 du 15 juin 1984.

3.3 - Décisions relatives aux demandes de dérogation à l'obligation d'occuper un logement de fonction et à l'obligation de résidence .

4 - Gestion des établissements et des personnels d'enseignement privés (décret n° 60-389 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 60-390 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 78-252 du 8 mars 1978 modifié).

- Actes de gestion relatifs aux maîtres contractuels ou agréés et auxiliaires, délégués rectoraux, en fonction dans les établissements d'enseignement privés du premier degré (écoles), y compris autorisations d'absence telles que définies au paragraphe 3.1 ci-dessus, à l'exclusion de la prolongation d'activité au-delà de 60 ans.

Article 2 : Pour l'application du décret n° 65-845 du 04 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations des personnels civils de l'État, et, au vu des dispositions de l'arrêté du 03 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale et de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-143 en date du 16 avril 2009 portant délégation de signature à monsieur Jean-Jacques POLLET, Recteur de l'académie de Nancy-Metz relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des

dépenses s'y rattachant, subdélégation de signature est donnée à monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes pièces relatives à la gestion des traitements et de leurs accessoires : des personnels enseignants du premier degré de l'enseignement public et de l'enseignement privé ; des assistants d'éducation affectés aux missions d'aide à l'accueil et à l'intégration scolaire des enfants handicapés ainsi que des intervenants en langues étrangères dans les écoles élémentaires.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Philippe PICOCHÉ, la délégation et la subdélégation de signature qui lui sont confiées par les articles 1 et 2 du présent arrêté seront exercées par :

Madame Christine DODANE-BEGUE, Inspectrice d'académie adjointe

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Philippe PICOCHÉ et de madame Christine DODANE-BEGUE, la délégation et la subdélégation de signature qui lui sont confiées par les articles 1 et 2 du présent arrêté seront exercées par :

Monsieur Michel CLEMENS, Secrétaire général de l'inspection académique

Article 4 : Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle. A compter de la date de sa signature, il sera affiché au rectorat de l'académie de Nancy-Metz ainsi qu'à l'inspection académique de Meurthe et Moselle pendant quinze jours.

Nancy, le 7 octobre 2010

Le Recteur,
Jean-Jacques POLLET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service agriculture, forêt, chasse

Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles

Le barème d'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a été fixé comme suit pour la campagne en cours :

Barème d'indemnisation (4^{ème} partie)

- Céréales et oléo-protéagineux :

	Blé meunier Epautre	Orge d'hiver Escourgeon	Orge de brasserie (printemps)	Orge de brasserie (hiver)	AVOINE	SEIGLE	TRITICALE	COLZA	POIS	FEVE- ROLES
En Euros/q	18,20	14,90	17,00	15,10	10,20	15,30	15,30	34,50	16,90	20,60

- Productions biologiques : cf. barème PROBIOLOR

Dates limites d'enlèvement des récoltes

Céréales (sauf maïs)	: 15 septembre
Pois	: 15 septembre
Colza d'automne	: 15 septembre
Colza de printemps	: 1er octobre
Maïs fourrage	: 1er novembre
Tournesol	: 15 novembre
Maïs grain	: 1er décembre
Féveroles	: 1er décembre
Betteraves sucrières	: 1er décembre
Choux fourragers	: 1er mars

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
M. MARTY

Service environnement, eau, biodiversité

Arrêté DDT/EEB/ASS-54-2010-0002 du 13 octobre 2010 mettant en demeure la commune de PULLIGNY de respecter les échéances de son programme de travaux pour la mise en conformité de l'assainissement de l'agglomération de PULLIGNY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'en application de la directive européenne du 21 mai 1991 susvisée et des articles susvisés du code général des collectivités territoriales, le système d'assainissement de la commune de Pulligny, eu égard à la taille de l'agglomération d'assainissement, devait respecter les obligations résultant de la directive susvisée, à savoir la mise en oeuvre d'un traitement de ses eaux usées, au plus tard le 31 décembre 2005 ;

Considérant qu'à ce jour la commune de Pulligny n'a pas procédé à la mise en conformité de son système d'assainissement avec les obligations rappelées ci-dessus, alors même que l'échéance susmentionnée est dépassée ;

Considérant en conséquence que la commune de Pulligny doit réaliser les travaux de mise en conformité de son système d'assainissement dans les meilleurs délais ;

Considérant que, selon les informations transmises par la commune de Pulligny, la planification des travaux prévoit le dépôt du dossier loi sur l'eau fin de l'année 2010 et la réalisation d'un ouvrage d'épuration en 2011 et 2012 ;

Considérant que sur la base de cette planification, un contrat pluriannuel avec l'agence de l'eau et le conseil général doit être signé en mars 2011 ;

ARRETE

Article 1er : La commune de Pulligny est mise en demeure de :

- déposer un dossier de demande de déclaration de son système d'assainissement avant le 31 décembre 2010 ;
- mettre en oeuvre le programme de travaux afin de permettre le traitement des eaux usées de la commune de Pulligny. La mise en eau de la station d'épuration doit intervenir avant le 31 décembre 2012.

Article 2 : En cas de non-respect des prescriptions prévues par l'article 1er du présent arrêté, la commune de Pulligny est passible des mesures prévues par l'article L. 216-1 du code de l'environnement, ainsi que des sanctions pénales prévues par les articles L. 216-9, L. 216-10 et L. 216-12 du même code.

En outre, en cas de constat de pollution du cours d'eau récepteur des rejets du système d'assainissement existant, la commune de Pulligny est passible des sanctions prévues par les articles L. 216-6 et L. 216-9, L. 432-2 et L. 432-4 du code de l'environnement, dans les conditions prévues respectivement par les articles L. 216-12 et L. 437-23 du même code.

Article 3 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle; une copie en sera déposée en mairie de Pulligny, et pourra y être consultée.

Un extrait sera affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

Article 4 : Ainsi que prévu à l'article L. 216-2 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de NANCY) dans les conditions prévues à l'article L. 514-6 du même code.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera adressé pour information :

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ;
- au directeur général de l'agence régionale de santé ;
- au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ;
- au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ;
- au directeur de la délégation interrégionale de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;
- au chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;
- au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 13 octobre 2010

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Service transports, sécurité

Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/026 du 11 octobre 2010 - Additif à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2007 portant réglementation de la police de la circulation routière sur l'autoroute A4 dans le département de Meurthe-et-Moselle - Aménagement des voies «télépéage» sans arrêt à la barrière de péage pleine voie de Beaumont au PR 294+917 de l'autoroute A4

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'en raison de l'installation d'un «télépéage 30» en barrière de Beaumont de l'autoroute A4, il convient de modifier l'arrêté de police de l'autoroute A4,

AR R E T E

Article 1er : La vitesse sur l'ensemble des sections est réglementée par le code de la route et les textes pris pour son application.

A l'approche de la gare de péage en barrière pleine voie de Beaumont, la vitesse des véhicules de toute nature sera limitée d'un manière dégressive selon les indications ci-dessous :

AUTOROUTE A4 : barrière de péage pleine voie de Beaumont au PR 294+917

Sens 1 : Paris – Strasbourg

110 km/h – 90 – 70 et 30 en voies de «télépéage»

Sens 2 : Strasbourg – Paris

110 km/h – 90 – 70 et 30 en voies de «télépéage»

Article 2 : L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2007 susvisé est complété ainsi :

Si pour un motif exceptionnel.....

*

* dans les voies télépéage «30» sans arrêt, respecter l'interdiction de tourner à droite (B2b) afin de ne pas couper la circulation aux autres voies.

Article 3 : Le présent avenant sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché dans les établissements de SANEF, les installations annexes et la commune concernée.

Article 4 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le directeur du réseau SANEF-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, et copie sera adressée à :

- Monsieur le président de la mission de contrôle des autoroutes,
- M. le commandant de la région militaire de défense nord,
- M. le maire de Moineville,
- MM. les présidents des syndicats de transporteurs,
- M. le directeur départemental des services d'incident et de secours,
- MM. les co-directeurs du C.R.I.C.R de Metz.

Nancy, le 11 octobre 2010

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/027 du 24 septembre 2010 relatif au transport des bois ronds dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers dans le cadre de la circulation des transports de bois ronds et la pérennité du réseau routier de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Le présent arrêté s'applique aux transports des "bois ronds" et se substitue aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 31 août 2005.

Article 1 - Définition

Pour l'application du présent arrêté,

Les bois ronds sont des portions de troncs d'arbres ou de branches obtenues par "tronçonnage", les grumes qui sont des troncs ou des portions de troncs, éventuellement ébranchés, en font partie.

Les véhicules concernés par le transport des bois ronds doivent être conformes au code de la route en terme de gabarit, c'est-à-dire de longueur et de largeur, seule la masse peut être supérieure aux limites générales du code de la route sous les conditions fixées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Charges

Le transport exclusif de bois ronds effectué par des ensembles de véhicules de plus de 4 essieux et dont le poids total roulant excède 40 tonnes est régi par les dispositions du code de la route sous réserve des règles dérogatoires prévues ci-après :

- l'autorisation de circulation des ensembles de véhicules comprenant plus d'une remorque, prévue au deuxième alinéa de l'article R 433-8 du code de la route, est limitée aux seuls trains doubles,
- le poids total roulant d'un véhicule articulé, d'un ensemble composé d'un véhicule à moteur et d'une remorque, ou d'un train double ne doit pas dépasser :

- * 48 tonnes pour les véhicules articulés ou les trains routiers à 5 essieux,
- * 57 tonnes pour les véhicules articulés ou les trains routiers à 6 essieux et plus,
- * 57 tonnes pour les ensembles composés d'un train double à 7 essieux et plus.

- conformément aux dispositions réglementaires des articles R 312-5 et R 312-6 du code de la route, les charges maximales des ensembles de véhicules ne doivent pas dépasser 13 tonnes à l'essieu,
- le conducteur doit être en possession de l'attestation des caractéristiques techniques du véhicule délivrée par le constructeur, visée et enregistrée par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et définie par l'arrêté du 25 juin 2003,
- le conducteur doit être en possession de l'attestation sur l'honneur faisant état d'une absence d'alternative économiquement viable au transport routier, délivrée par l'entreprise réceptionnaire des bois ronds.

Article 3 - Itinéraires de transit

Sous réserve du respect des prescriptions existantes sur le terrain et sous les conditions édictées par le présent arrêté, article 2 notamment, les transports de bois ronds sont autorisés en transit sur les routes du département de la Meurthe-et-Moselle dont la liste figure en annexe 1.

Article 4 - Itinéraires de desserte des entreprises

Sous réserve du respect des prescriptions existantes sur le terrain et sous les conditions édictées par le présent arrêté, article 2 notamment, les transports de bois ronds sont autorisés sur les routes du département de la Meurthe-et-Moselle permettant l'accès aux entreprises locales dont la liste figure en annexe 2. La liaison avec le réseau structurant devra se faire par l'itinéraire identifié dans les annexes 1 et 2.

Article 5 - Restrictions de circulation

La circulation des véhicules transportant des bois ronds est interdite :

- pendant les périodes et sur les itinéraires d'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises et de transport de matières dangereuses, définis chaque année par arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre des transports,
- sur l'ensemble du réseau routier et autoroutier du samedi ou veille de fête à 12 heures au lundi ou lendemain de fête à 6 heures.
- par temps de neige ou de verglas ou lorsque la visibilité est inférieure à 150 mètres,
- pendant la mise en place des barrières de dégel sur les itinéraires qu'elles concernent.

Article 6 - Vitesse

Sans préjudice des prescriptions plus restrictives imposées par arrêtés préfectoraux, départementaux ou municipaux sur certaines routes ou sections de route, la vitesse maximum des véhicules qui font l'objet du présent arrêté ne devra pas excéder 80km/h sur les autoroutes, 70km/h sur les routes à caractère prioritaire pour les véhicules équipés d'un freinage ABS et 60 km/h pour ceux qui ne le sont pas, 60 km/h sur les autres routes hors agglomération.

Elle sera réduite à 30 km/h aux abords des intersections faisant l'objet d'une signalisation réglementaire et auxquelles lesdits véhicules ne bénéficient pas de la priorité, dans les agglomérations et sur les ouvrages d'art.

Article 7 - Accès au réseau autoroutier concédé

Sur les autoroutes concédées et dans le cas où elles figureraient en annexe 1, les transporteurs de bois ronds sont tenus d'emprunter une voie de péage manuelle, sauf cas de barrière de péage entièrement automatisée. La majoration du tarif de péage prévue par le cahier des charges de concession peut être appliquée par les sociétés concessionnaires aux véhicules dont le poids total en charge est supérieur à 40 tonnes.

Conformément au décret n° 2003-416 du 30 avril 2003 modifié, la circulation des véhicules transportant des bois ronds est interdite sur autoroute pour les ensembles de véhicules d'un poids total roulant supérieur à 57 tonnes ou qui ne pourraient pas atteindre une vitesse en palier de 50 km/h.

Article 8 - Eclairage et signalisation

L'éclairage et la signalisation des ensembles de véhicules doivent être complétées par deux feux tournants ou à tube à décharge à l'avant et deux à l'arrière, disposés symétriquement le plus près possible des extrémités hors tout avant et arrière du convoi. Ces feux doivent fonctionner de jour et de nuit, sauf lorsque le convoi, à l'arrêt, dégage entièrement la chaussée et ses abords immédiats.

Article 9 - Prescriptions générales

Le transporteur d'un véhicule de transport de bois ronds devra se conformer à toutes les prescriptions du code de la route et des arrêtés d'application subséquents pour lesquelles il n'est pas dérogé par le présent arrêté, notamment à celles concernant l'éclairage et la signalisation des convois, ainsi qu'aux arrêtés préfectoraux, départementaux et municipaux réglementant la circulation des véhicules à la traversée des ouvrages d'art, des agglomérations et des chantiers.

Article 10 - Prescriptions particulières

La circulation sur ouvrage devra s'effectuer sous les conditions suivantes :

- le plus proche possible de l'axe de l'ouvrage (sans dépasser l'axe s'il y a une ligne blanche axiale),
- seul sur l'ouvrage ou sur la travée,
- à une vitesse inférieure ou égale à 30 km/h,
- en évitant absolument de freiner lors du franchissement.

Article 11 - Contrôles routiers

En cas de contrôle routier, le transporteur doit être en mesure, en outre, de présenter une copie du présent arrêté, ainsi que les documents cités à l'article 2.

Article 12 - Responsabilités

Les bénéficiaires du présent arrêté et leurs ayants droit seront responsables vis-à-vis de l'Etat, du département et des communes traversées, des opérateurs de télécommunications, d'électricité de France, de la S.N.C.F, de R.F.F et de V.N.F, des accidents de toute nature, des dégradations ou des avaries qui pourraient éventuellement être occasionnés aux routes, à leurs dépendances, aux ouvrages d'art, aux lignes des opérateurs électriques ou de télécommunications à l'occasion des transports de bois ronds.

En cas de dommages occasionnés à un ouvrage public et dûment constatés comme étant le fait d'un transport accompli en vertu du présent arrêté, le propriétaire des véhicules sera tenu d'en rembourser le montant à la première réquisition du service compétent et sur les bases d'une estimation qui sera faite par les agents de l'administration gestionnaire.

Article 13 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du Conseil général, Mesdames et Messieurs les maires concernés, Monsieur le directeur départemental des territoires, Monsieur le directeur de la DREAL Lorraine, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de Gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée ainsi qu'à :

- Messieurs les directeurs départementaux des territoires des départements limitrophes (55,57,et 88),
- Monsieur le directeur de la DIR Est,
- Monsieur le directeur de la SANEF,
- Monsieur le directeur de la SAPRR,
- Monsieur le directeur de VNF,

- Monsieur le directeur régional de la SNCF,
 - Monsieur le directeur régional de RFF,
 - Monsieur le directeur de l'office national des forêts.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 septembre 2010

Le Préfet,
 Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 François MALHANCHE

Itinéraires (deux sens confondus)	Routes	Agglomérations traversées	Prescriptions
De la Frontière du Luxembourg à Longwy	918 A	LONGWY - LONGLAVILLE	
De Herserange à Villerupt	26	HERSERANGE - SAULNES - HUSSIGNY-GODBRANGE - VILLERUPT	
De la RD 26 au x de la RD 952 (Villers-la-Montagne)	26 B	HUSSIGNY - VILLERS-LA-MONTAGNE	
De la RD 26 B au x de la RD 125 et voie de substitution de la RN 52	26 E	RASE CAMPAGNE	
De la RD 27 au x de la RD 521	57	RASE CAMPAGNE	
De la RD 57 à la limite Moselle	521	RASE CAMPAGNE	
De la RD 918 A au x de la RD 643	18	LONGWY - REHON - REHON-HEUMONT - CUTRY	
De la RD 520 au x de la RD 26	196 B	HAUCOURT-MOULAIN - HERSERANGE	
De la RD 196 B au x de la RD 918 A	520	LONGWY - MONT-SAINT-MARTIN	
De la RD 18 au x de la RD 952	17	CUTRY - CHENIERES - VILLERS-LA-MONTAGNE	
De la limite Moselle au x de la RD 952		MALAVILLERS-AUDUN-LE-ROMAN	MALAVILLERS Prévenir la commune la veille du passage pour démontage éventuel des panneaux de signalisation AUDUN LE ROMAN Emprunter la Rue Lucien Michel et Route de Briey seulement
De la RD 643 à la limite Meuse	156	PIENNES - LANDRES	
De la limite Moselle au x de la RD 346		BEUVILLERS - AUDUN-LE-ROMAN - TRIEUX	
De la limite Meuse au x de la RD 643	906	FLEVILLE - LUBEY - LANTEFONTAINE	
De la RD 643 au x de la RD 346	146	MANCE - BRIEY	
De la RD 906 à la limite Moselle	139	AVRIL	
De la limite Moselle au x de la RD 346	138	RASE CAMPAGNE	
De la RD 146 au x des RD137/138	346	RASE CAMPAGNE	
De la voie de substitution de la RN 52 au x de la RD 57	27	RASE CAMPAGNE	
De la RD 17 au x de la RD 26B	952	VILLERS-LA-MONTAGNE	
De la RD 156 au x de la RD 643	952	MURVILLE - MONTBONVILLERS	
De la RD 603 BAYONVILLE- SUR-MAD		JARNY - MARS-LA-TOUR - CHAMBLEY WAVILLE - ONVILLE - BAYONVILLE- SUR-MAD	
De la limite Meuse à la limite Moselle	903	HANNONVILLE-SUZEMONT -MARS-LA-TOUR	
De la RD 952 au x de la RD 657	910B	RASE CAMPAGNE	
De la RD 952 à la limite Meuse	958	PONT-A-MOUSSON - MONTAUVILLE - MAIDIERES - LIMEY-REMEAUVILLE - FLIREY - BEAUMONT	
De la RD 904 au x de la RD 958	907	BEAUMONT - BERNECOURT	
De la RD 907 au x de la RD 611	904	BERNECOURT - MENIL-LA-TOUR - TOUL	
De la RD 674 à Goviller	904	TOUL - BICQUELEY - CREPEY - GOVILLER	
De la RD 118A au x de la RD 400	908	TOUL	
De la RD 657 à la limite Moselle	910	PONT-A-MOUSSON	
De la RD 657 au x de la RD 913	120	ATTON - NOMENY - PONT-A-MOUSSON	
De Thiaucourt à la RD 958	3	THIAUCOURT-REGNEVILLE	L'ouvrage d'art dans THIAUCOURT est interdit à la circulation des transports dont fait l'objet cet arrêté
De Custines à la RD 40 E	40	BOUXIERES-AUX-DAMES - CUSTINES	
De limite Moselle au x de la RD 674	913	RAUCOURT - NOMENY - CHENICOURT - BOUXIERES-AUX-CHENES - AGINCOURT - ESSEY-LES-NANCY	
De la RD 611 à Villey-St Etienne	191	TOUL - VILLEY-ST ETIENNE	
De limite Meuse au giratoire "Parc de Haye".		LAY-ST REMY - FOUG - ECROUVES - TOUL - DOMMARTIN-LES-TOUL - GONDREVILLE - VELAIN-EN-HAYE	Accès à la forêt de HAYE par ouvrage des cinq tranchées (PS de l'A31)
De Lunéville à Thiébauménil	400	LUNEVILLE - MARAINVILLER - THIEBAUMENIL	
De la RD 4 à Favières	12	SAULXEROTTES - FAVIERES	
De la RD 570 au x de la RD 974 (Viterne)	331	RASE CAMPAGNE	
De la RD 908 au x de la RD 904	118 A	RASE CAMPAGNE	
De la RD 40 au x avec la voie communale de Ban la Dame	40 E	RASE CAMPAGNE	
De la RD 40 au x de la RD 120	44	MILLERY	
De la RD 40 au x de la RD 44	44 A	CUSTINES - MALLELOY	CUSTINES Sens MALLELOY - MILLERY par Rue du Général LECLERC obligatoire Circulation interdite : *lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 8h à 9h, de 11h30 à 12h, de 13h à 14h, de 16h30 à 17h *samedi de 8h à 9h et de 11h30 à 12h
De la RD 400 à limite Meuse	960	TOUL - BLENOD-LES-TOUL	
De la RD 960 au x de la RD 4	11	FOUG - CHOLLOY-MENILLOT - DOMGERMAIN - MONT-LE-VIGNOBLE - BLENOD-LES-TOUL - BULLIGNY - BARISEY-LA-COTE	

De la RD 904 au x de la RD11	4	COLOMBEY-LES-BELLES	
De la RD 674 jusqu'au x de la RD 331	974	COLOMBEY - ALLAIN - THUILLEY-AUX- GROSEILLES - MAIZIERES	
De la RD 674 au x de la RD 400	2	ST MAX – TOMBLAINE - BOSSERVILLE - ART-SUR-MEURTHE - VARANGEVILLE	TOMBLAINE : Emprunter la RD 2M qui est en dehors de l'agglomération
De la RD 331 à la limite Vosges	570	LUDRES - RICHARDMENIL - FLAVIGNY-SUR-MOSELLE - NEUVILLER-SUR-MOSELLE - ROVILLE-DEVANT-BAYON - MANGONVILLE - BAINVILLE-AUX-MIROIRS - GRIPPORT	
De la RD 914 au x de la RD 570	9	LAMATH - MEHONCOURT - BAYON - ROVILLE-DEVANT-BAYON - XERMAMENIL	
De la RD 400 au x de la RD 590	31	LUNEVILLE - MONCEL-LES-LUNEVILLE	
De la RD 914 au x de la RN 59	148	FRAIMBOIS - GERBEVILLER	
De la limite Moselle à la RD 400	914	ARRACOURT - VALHEY - EINVILLE-AU-JARD- LUNEVILLE LUNEVILLE - XERMAMENIL - GERBEVILLER - MOYEN - MAGNIERES	
De la RD 31 à la limite Vosges	590	LUNEVILLE - MONCEL-LES-LUNEVILLE	
De Moncel-les-Lunéville à la RN 59	590	RASE CAMPAGNE	
De la RD 935 au x de la RN 59	7A	RASE CAMPAGNE	
De la RD 993 au x de la RN 4	993	BLAMONT - FREMONVILLE - CIREY- SUR-VEZOUZE	
De la RD 7A à la limite Moselle	165	AZERAILLES - HABLAINVILLE - PETTONVILLE	
De la RN 59 à la RD 992	992	MONTIGNY - STE POLE -BADONVILLER	
De la R.N. 4 au x de la RD 8	8	BADONVILLER - FENNEVILLER - PEXONNE - NEUFMAISONS	
De la RD 992 à la limite Vosges	935	BACCARAT - DENEUVRE	
De la RN 59 à la limite Vosges	166	REHERREY	
De la RD 992 à REHERREY	1	BLAINVILLE-SUR-L'EAU	
De la RD 914 à la scierie de BLAINVILLE-SUR-L'EAU (cf annexe 2)	161	MARAINVILLER	
De la RD 400 à la scierie de MARAINVILLER (cf annexe 2)	618	LONGUYON	
De la RD 643 à la limite Meuse	643	LONGUYON	
De la RD 18 au x de la RN 618	643	MAINVILLE	
De la RD 952 jusqu'à la RD 613	Voie de substitution de la RN 52	RASE CAMPAGNE	
De la limite Belgique au x de la RD 918	N52	LONGWY - MONT-ST MARTIN	
De la RD 643 jusqu'à la RD 603	613	BRIEY - MOINEVILLE - LABRY - CONFLANS-EN-JARNISY	
De la RD 613 au x de la RD 952	603	CONFLANS-EN-JARNISY - JARNY	
De la RD 958 au x de la RD 90	657	BLENOD-LES-PAM - DIEULOUARD	
De la limite Vosges à la jonction A330		RASE CAMPAGNE	section à 2x2 voies
De la RD 657 au x de la RD 904	611	DIEULOUARD - TOUL	
De limite Meuse au x de la RD 960	N4	TOUL	
De la RD 913 à la limite Moselle	674	ESSEY-LES-NANCY - SEICHAMPS - LANEUVELOTTE - SORNEVILLE - CHAMPENOIX - MAZERULLES - MONCEL-SUR-SEILLE	
De la limite Vosges au x de la RD 400		COLOMBEY- LES-BELLES	
De la RD 400 au x avec la RD 904		TOUL	
De la RD 590 à limite Vosges	N59	SAINT-CLEMENT - CHENEVIERES - MENIL-FLIN - AZERAILLES	
De jonction de la RN 333 à x de la RN 4 bidirectionnelle	N4	RASE CAMPAGNE	Section à 2x2 voies
De la jonction avec la RN 4 2x2 voies à la limite Moselle	N333	BENAMENIL OGEVILLER - HERBEVILLER DOMEVRE-SUR-VEZOUZE - BLAMONT	
De la jonction avec la RN 4 à la jonction avec l'A33	A33	RASE CAMPAGNE	section à 2x2 voies
De la jonction avec la RN 333 à l'échangeur de Fléville ZI	A330	RASE CAMPAGNE	
De la jonction avec la RD 657 à l'échangeur n°5 "Ludres ZI"			
sens Est – Ouest A33 sens Lunéville/Nancy – sortie échangeur n°3 "Fléville" – chemin Erfurt rue Gustave Eiffel – rue Fresnel – rue Lavoisier – rue Pasteur – échangeur n°5 "Ludres ZI" – A330 sens Nancy/ Epinal sens Ouest – Est A330 sens Nancy/Epinal – sortie échangeur n°5 "Ludres ZI" – rue Pasteur - rue Lavoisier – rue Fresnel – rue Gustave Eiffel – échangeur n°3 "Fléville" – A33 sens Lunéville/Nancy	ZI Ludres Fléville	LUDRES - FLEVILLE	

Annexe 2 : Entreprises de Meurthe-et-Moselle concernées par le transport de bois rond

Raison sociale	Adresses	Prescriptions locales
SARL HERLET	1, rue du mont - 54300 MARAINVILLERS	
CIOLLI FRERES SARL	54470 BEAUMONT	
DECKER FRERES SA	54480 BERTRAMBOIS	
SARL BRIEY BOIS	54150 BRIEY	
SCIERIE DU RUPT DE MAD SA	6 rue des roches - 54890 BAYONVILLE-SUR- MAD	
VICTORIA TIMBER (ex THANRY)	43 rue S. Bottin - 54115 FAVIERES	
SARL ROLLIN FRERES	4 ZI du Douaire St Aignan - 54360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU	
SCIERIE ROBINET SARL	rue de Saulxerotte 54170 COLOMBEY-LES-BELLES	
BOIS FRANCE SCIAGES SA	Rue de l'usine - 54540 PEXONNE	
FANY SCIE SARL	RN 59 - 54122 CHENEVIERES	
STE SCIE MAT INDUSTRIE	4 allée des épicéas - 54840 VELAIN EN HAYE	
VINCENT BOIS ET SCIERIE SARL	34 rue du Général de Gaulle - 54700 MAIDIERES	MAIDIERES Seuls les itinéraires suivants sont autorisés : Rue du Général LECLERC, Rue du Général De Gaulle, Rue St Rémy (de la rue De Gaulle à la rue Bellevue), Rue Bellevue. Ces itinéraires sont limités à 30km/h
SARL HUSSON PAUL	54370 BATHELEMONT LES BAUZEMONT	
SARL SCIERIE PELTIER	16 rue St Rémy - 54700 MAIDIERES	
SCIERIE GERARD FRERES	rue du château d'eau - 54540 BADONVILLER	
SCIERIE MENUISERIE TOULOISE	1200 rte de Verdun - 54200 TOUL	
BOIS FRANCE PANNEAU SA	6, rue de la Gare BP 2 - 54115 FAVIERES	
EURL SCIERIE DES 3 SAPINS	Chemin de Gye - 54200 BICQUELEY	
Ste Nlle DEPOSITO BOIS SARL	40, rue du GI Leclerc - 54450 OGEVILLER	
SARL BARBIER	38, rue de la libération - 54150 AVRIL	
STE DORRION ET CIE	5, chemin Front - 54111 MONTBONVILLERS	
SARL KRYCS	7, grande RUE - 54120 REHERREY	
TBMF BERNARD Michel et fils	1, route de Glonville - 54122 AZERAILLES	
ODINOT BOIS SARL	5, rue de la gare – BP 1 – 54113 BLENOD-LES-TOUL	
BOIS NATURE	37, route Henry – ZA Parc de Haye – 54840 VELAIN-EN-HAYE	

La carte annexée au présent arrêté est consultable à la Direction Départementale des Territoires – 45 rue Sainte Catherine – 54000 NANCY.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Délégation de signature du responsable du Service des Impôts des Particuliers en date du 9 septembre 2010 aux agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de Vandoeuvre,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II ,

Vu le livre des procédures fiscales,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

Vu l'arrêté du 19/05/2010 portant création de services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

ARRETE

Article 1^{er}. – Délégation de signature est donnée à l'agent désigné ci-après : Mme Françoise STRABACH, Contrôleur,
à l'effet de :

- statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 500 euros;
- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 10 mois et porter sur une somme supérieure à 5000 euros ;

Article 2. – La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Vandoeuvre, le 9 septembre 2010

Le comptable, responsable de service
des impôts des particuliers,
Michel MARCHETTO

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 interdisant temporairement la circulation sur une route du Domaine privé de l'Etat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er : La route forestière qui relie le centre INRA de CHAMPENOUX à la Route Nationale 74 appartenant au domaine privé de l'Etat est soumise à un sens unique les 22 et 23 octobre 2010.

Elle ne pourra être empruntée que dans le sens du centre INRA à la RN 74 pour quitter le centre.

Article 2 : Le centre INRA mettra en place la signalétique nécessaire.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 octobre 2010

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté du 7 octobre 2010 interdisant temporairement la circulation sur une route du Domaine privé de l'Etat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er : La route forestière qui relie le centre INRA de CHAMPENOUX à la Route Nationale 74 appartenant au domaine privé de l'Etat est soumise à un sens unique les 22 et 23 octobre 2010.

Elle ne pourra être empruntée que dans le sens du centre INRA à la RN 74 pour quitter le centre.

Article 2 : Le centre INRA mettra en place la signalétique nécessaire.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 octobre 2010

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

CARREFOUR ACCOMPAGNEMENT PUBLIC SOCIAL

Bureau des ressources humaines

Avis de recrutement sans concours du 7 octobre 2010

Le CAPs recrute quatre Adjoints Administratifs Hospitaliers de 2^{ème} Classe.

En application du décret N° 2004-118 du 6 février 2004, la sélection des candidats est confiée à une commission composée de trois membres.

Au terme de l'examen du dossier de chaque candidat, la commission auditionnera ceux dont elle aura retenu la candidature. Cette audition sera publique.

Les lettres de candidature, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés et en précisant la durée, devront être envoyées pour le 06 décembre 2010 au plus tard à :

Monsieur le Directeur du CAPs
Carrefour d'Accompagnement Public Social
4 rue Léon Parisot
54110 ROSIERES AUX SALINES
Rosières-aux-Salines, le 7 octobre 2010

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Avis de recrutement sans concours de six adjoints administratifs de 2° classe du 4 octobre 2010

Référence : décret n° 2004-118 du 06 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaire de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière et du Décret n° 2007-1184 du 03 août 2007 portant statuts particuliers des Personnels Administratifs Hospitaliers de la Fonction Publique Hospitalière

Un recrutement sans concours aura lieu au Centre Hospitalier de Lunéville en vue de pourvoir deux postes d'Adjoint Administratif de 2ème classe.

Peuvent faire acte de candidature, sous certaines conditions, les personnes âgées de 55 ans au plus au 1er Janvier 2009 sans condition de titres ou de diplômes, sans préjudice des dispositions légales relatives au recul des limite d'âge pour l'accès aux emplois publics, de nationalité française, ou ressortissant de la Communauté Européenne.

Les candidatures sont à adresser soit par pli recommandé ou par simple courrier à l'adresse ci-dessous :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

La composition des dossiers est la suivante :
- lettre de candidature motivée

- curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
2 mois à compter de la publication du présent avis

Lunéville, le 4 octobre 2010

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND

Avis de recrutement sans concours de deux agents d'entretien qualifiés du 4 octobre 2010

Référence : décret n° 2004-118 du 06 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaire de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière et du Décret n° 2007-1185 du 03 août 2007 portant statuts particuliers des Personnels Techniques de la Fonction Publique Hospitalière.

Un recrutement sans concours aura lieu au Centre Hospitalier de Lunéville en vue de pourvoir deux postes d'Agents d'Entretien Qualifiés. Peuvent faire acte de candidature, sous certaines conditions, les personnes âgées de 55 ans au plus au 1er Janvier 2009 sans condition de titres ou de diplômes, sans préjudice des dispositions légales relatives au recul des limite d'âge pour l'accès aux emplois publics, de nationalité française, ou ressortissant de la Communauté Européenne.

Les candidatures sont à adresser soit pli recommandé ou par simple courrier à l'adresse ci-dessous :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

La composition des dossiers est la suivante :

- lettre de candidature motivée
- curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de l'affichage de ce présent avis

Lunéville, le 4 octobre 2010

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND

Avis de concours externe sur titres pour le recrutement de deux ouvriers professionnels qualifiés (deux postes : cuisines) du 4 octobre 2010

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir 2 postes option cuisines

Conditions d'Inscription :

Le concours est ouvert aux titulaires d'un CAP, soit d'un BEP, soit d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre de la santé.

Les candidatures, accompagnées d'une lettre de motivation, et des pièces justificatives, sont à adresser soit pli recommandé ou par simple courrier (le cachet de la Poste faisant foi) à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis

Lunéville, le 4 octobre 2010

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND

Avis de recrutement sans concours de trois agents des services hospitaliers qualifiés du 5 octobre 2010

Référence : décret n° 2004-118 du 06 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaire de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière

Un recrutement sans concours aura lieu au Centre Hospitalier de Lunéville en vue de pourvoir trois postes d'agents des services hospitaliers qualifiés.

Peuvent faire acte de candidature, sous certaines conditions, les personnes âgées de 55 ans au plus au 1er Janvier 2010 sans condition de titres ou de diplômes, sans préjudice des dispositions légales relatives au recul des limite d'âge pour l'accès aux emplois publics, de nationalité française, ou ressortissant de la Communauté Européenne.

Les candidatures sont à adresser soit pli recommandé ou par simple courrier à l'adresse ci-dessous :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

La composition des dossiers est la suivante :

- lettre de candidature motivée
- curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
2 mois à compter de la publication du présent avis

Lunéville, le 5 octobre 2010

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND

